



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

« C'est pas le travail qui coûte cher, le travail c'est la richesse, c'est le capital qui coûte cher ! »

Gérard Filoche

ISSN 0026-9433

N° 1686

du 8 au 14 novembre 2012

CAC 40

100 % jus de pauvres



Photographie de Lee Jeffries.

M 02137 - 1686 - F: 2,50 €



DOSSIER REPRESSION

Sommaire

Actualité

Appel de la Coordination syndicaliste de la Fédération anarchiste, page 3

Austérité à l'heure espagnole, par R. Pino, page 4

Les fronts sociaux, par H. Lenoir, page 5

Météo syndicale, par T. Porré, page 6

Communiqué fédérale à propos de N-D-des-Landes, page 7

La Chronique néphrétique, de Rodkol, page 8



Arguments

Couac policier à Tarnac, par P. Schindler, page 9

La prison telle qu'en elle-même, par J. Rat, page 11

Morale et police, par M. Rajsfus, page 12

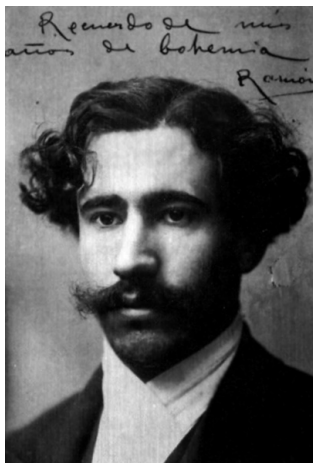
la prison, témoignage vécu, par J. Lesage de La Haye, page 14

International

Austérité chez les Grecs, par Romain, page 15

Histoire

Ramón Acín, belle figure de la CNT espagnole, par D. Pinos, page 17



Expressions

Sur les écrans, de H. Hurst, page 19

Un hurluberlu fort sage, par C. Margat, page 20

Mouvement

Activités du mouvement, page 21

La radio sans muselière, page 22

Programme des réjouissances, page 23

Illustrations

Alexandre, Aurelio, Krokaga, Manolo-Prolo, Valère

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Accuser les Arabes de voler les petits pains au chocolat, lyncher les Roms, supprimer les 35 heures, faire, comme le sénateur Longuet, un bras d'honneur aux anciens colonisés réclamant justice: à droite comme à gauche, l'heure est à la décomplexitude. Haro sur les tabous. Pour aller dans le sens d'une si courageuse lucidité, pourquoi ne pas parquer les étrangers et les impies dans des ghettos, rétablir le port d'étoiles diversement colorées selon les différentes incivilités, pour les fumeurs, les looseurs, les pédophiles, les chauffards. En véritables pragmatiques décomplexés, on pourrait aussi bannir des programmes scolaires la philosophie, l'histoire, la littérature et autres titatas, ces badinages improductifs de «diseux», au profit de matières plus rentabilisables, réservées aux «faiseurs», techniques de surfaces, politesse, respect du chiffre et de la réussite pour les garçons, torchage des moujingués, cuisine, docilité sexuelle pour les fillettes. Pourquoi ne pas aussi, dans la foulée, rendre obligatoire le sport de haut niveau ou remettre en vogue les jeux du cirque. Pourquoi ne pas réinvestir les anciennes colonies et célébrer, par un jour férié, les anniversaires de la Toussaint rouge ou les ratonnades de 1961. Pourquoi ne pas rétablir le travail des enfants dès 7 ans, les journées de 12 heures, les licenciements sans préavis, le livret ouvrier, comme au bon vieux temps des maîtres de forge. On pourrait supprimer le droit de grève, organiser l'attribution «aux enchères» des emplois aux moins exigeants. On pourrait dispenser les patrons de toutes cotisations sociales, abolir les salaires qui ruinent les actionnaires ainsi que le Code du travail, imposer le servage, l'esclavage, mettre Parisot au ministère du Travail. Dans la foulée, il faudrait remettre à l'honneur la torture, le droit de cuissage, la peine de mort; réassigner aux femmes les places qu'elles n'auraient jamais dû quitter, cuisine, buanderie, alcôve. Supprimer l'assistantat et la Sécurité sociale, confier toute forme d'aide aux curés et aux œuvres de charité, abolir toute expression populaire au profit du sondage de droit divin, faire de la réaction l'insurable et supersonique moteur de la société moderne. Il reste tout plein d'autres chantiers pragmatiques et décomplexés qu'on laisse à la libre imagination – synergetique et gestionnaire – des bienfaiteurs éclairés, des commissaires politiques et autres moralistes de tout poil. Ils pullulent car la soupe est grasse. Nous autres, anarchistes méfiants, persisterons à ne pas confondre modernité et progrès social.

Nous ne gagnerons pas sans la grève générale



La Coordination syndicaliste de la Fédération anarchiste

QUE CE SOIT SOUS HOLLANDE, que ce soit sous Sarkozy, le capitalisme demeure. Depuis quelques années, ce système économique et sa financiarisation ultralibérale fabriquent une crise qui cible toujours les mêmes catégories sociales pour mieux enrichir les barons du système. Les profits obtenus par les pressions sur les salaires sont détournés de l'investissement dans l'appareil productif pour enrichir toujours plus les actionnaires et alimenter des spéculations financières qui partent en fumée.

Quelques individus comme Bernard Arnault, PDG de LVMH (Louis Vuitton, Moët Hennessy), ou Lakshi Mittal, le patron d'Arcelor-Mittal comptent parmi les milliardaires mondiaux les plus fortunés, tandis que la famille Peugeot s'est installée en Suisse avec un petit cousin douillet de 4 milliards d'euros.

Pendant qu'ils s'enrichissent et qu'ils spéculent, en France, entre 1998 et 2008, les 10 % des plus pauvres ont reçu 2,8 % de l'ensemble de la richesse nationale alors que les 10 % des plus riches en ont disposé de 31,7 %.

Que ce soit en France ou ailleurs, la crise n'est pas pour eux, elle est pour les autres, c'est-à-dire pour nous !

Ici et maintenant, c'est le changement... en pire, avec le raz-de-marée des licenciements annoncés depuis l'été: 6 500 départs

«imposés» annoncés à PSA, 1 250 emplois menacés chez Sanofi, 570 chez Arcelor-Mittal à Florange, 2 500 au Crédit immobilier de France, auxquels il faut ajouter les 6 000 emplois en moins prévus dans le secteur du bâtiment en 2012 et toutes les suppressions de postes dans la fonction publique. Et cette liste n'est pas exhaustive...

De plus, Hollande et Ayrault, en adhérant au TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) – c'est-à-dire le pacte budgétaire européen – veulent inscrire la rigueur et l'austérité comme règle d'or de leur gestion, comme tous les gouvernants de la zone euro.

Face à ce marasme cynique, les ripostes en ordre dispersé proposées par les confédérations syndicales – telles les récentes journées «saute-mouton» du 30 septembre, du 6 et du 9 octobre – ne sont évidemment pas en mesure de combattre efficacement ni les licenciements, ni le cortège des mesures anti-sociales qui s'abattent sur la population (gel des salaires, hausse des cotisations, déremboursement des soins, généralisation des CDD et de la précarité, etc.).

En agissant ainsi, ces confédérations veulent emboîter le pas de leurs homologues espagnols ou portugais soumis à la troïka

(FMI, BCE et Commission européenne) à l'heure où les travailleurs et les travailleuses, les chômeurs et les chômeuses, les retraités et les jeunes les débordent dans la rue.

La Coordination syndicaliste de la Fédération anarchiste dénonce fermement cette stratégie qui leurre les salariés et ne conduit nulle part, comme l'ont démontré les mouvements de 2003 et 2010 contre les réformes des retraites. Les bureaucraties syndicales ont une lourde responsabilité dans ces échecs qu'elles ont sciemment organisés. Pire, elles contribuent ainsi à la démoralisation et à la résignation du monde du travail.

Au contraire, face aux milliers de suppressions d'emplois annoncées, les militants syn-

dicalistes de la Fédération anarchiste proposent de construire des revendications unitaires claires et de se donner les moyens de les faire aboutir. En premier lieu, notre objectif est : aucun licenciement !

Et, pour cela, il nous faut : passer de la colère à la révolte consciente et organisée.

Construire dans la durée une riposte à la hauteur des enjeux par l'instauration d'assemblées générales souveraines, regroupant toutes et tous les salariés engagés dans l'action et mandatant de manière impérative leurs représentants à tous les niveaux (local, régional, national et international).

Mettre en place des comités de grève autogérés et unitaires, regroupant syndiqués et

non-syndiqués, en lien avec les structures syndicales combattives.

Travailler à coordonner les luttes afin de construire les conditions propices à un mouvement d'action et de grève générale illimitée en France et en Europe et au-delà, seule manière de répondre aux attaques subies et de faire capoter les plans sociaux mortifères.

Élaborer ainsi les conditions de la prise en main de leur lutte par les salariés eux-mêmes afin d'aboutir à la grève générale expropriatrice et révolutionnaire.

Il est urgent de s'organiser en rejoignant la Fédération anarchiste et en construisant des sections syndicales de combat. **La CSFA**

Sans travail sans avenir sans peur

LA CGT ESPAGNOLE AVAIT LANCÉ depuis des semaines, seule dans son coin, un appel à la grève générale pour le 31 octobre. C'était une initiative assez gonflée, même quand on compte dans ses rangs près de 80 000 adhérents. Ceci dit, les autres organisations anarcho-syndicalistes CNT, Solidaridad Obrera, si elles n'avaient pas été consultées, étaient prêtes à se joindre à cet appel. Puis la donne a changé avec la convocation, par les syndicats institutionnels (UGT, CC. OO), à une grève tout aussi générale mais pour le 14 novembre. Par souci d'efficacité, la CGT espagnole déplace donc son appel à ce même 14 novembre, tout en ayant maintenu une journée d'action pour le 31 octobre. La CNT a également opté pour ces deux dates.

Du coup, la grande mobilisation va s'articuler avec la convocation de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'adressant en particulier aux syndicats des pays du sud de l'Europe mais pas seulement... Tout ceci dans le but de s'opposer aux politiques antisociales de l'Union européenne. Dans cette perspective, la CGT et la CNT ont donc choisi de se joindre à cette journée du 14 novembre tout en maintenant les actions prévues le 31 octobre qu'elles veulent transformer en journée de lutte sociale active, ce qui non seulement servira en quelque sorte de galop d'essai, mais mettra en avant les revendications de nos camarades anarcho-syndicalistes ibères, qui

ne tiennent pas à simplement négocier un aménagement du pacte social déjà entériné par l'UGT et les CC. OO.

Dans ce but, à travers les grandes villes des différentes régions, manifestations et rassemblements auront lieu sur les places principales, devant les mairies ou autres bâtiments officiels.

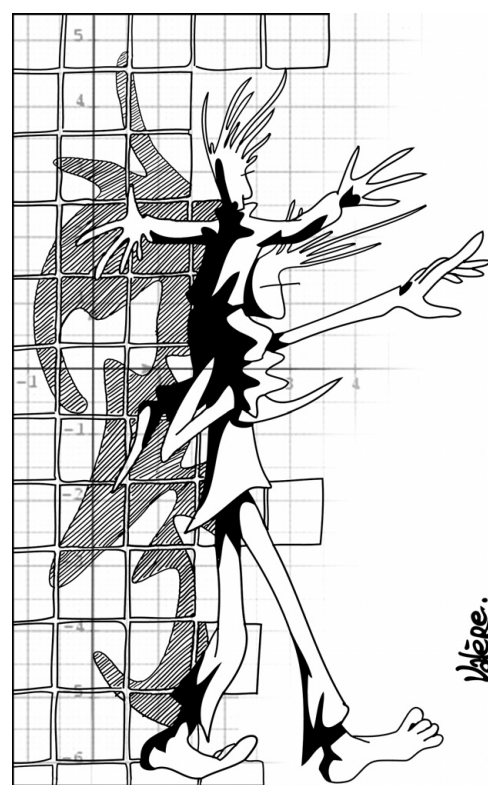
Les revendications demeurent inchangées :
- mise en œuvre immédiate de mesures concrètes pour mettre fin au chômage et à la précarité ;

- arrêt de la politique actuelle et retrait des lois et mesures qui engendrent les suppressions de postes, les coupes budgétaires et les attaques contre la législation du travail. Retrait de ces lois qui empêchent un partage juste du travail et des richesses ;

- rejet radical et non négocié de la politique économique de l'État.

Comme n'ont pas manqué de le souligner les médias outre-Pyrénées, ce sera la première fois que deux grèves générales sont convoquées la même année. Pour être précis, depuis la mort de Franco, il s'agit de la septième grève générale de 24 heures : quatre sous la gauche (González/Zapatero) et trois sous la droite (Aznar/Rajoy).

Nous savons par expérience comment se terminent souvent ce genre de grèves non reconductibles ; comme en France, en 2010, au moment de la «réforme» des retraites.

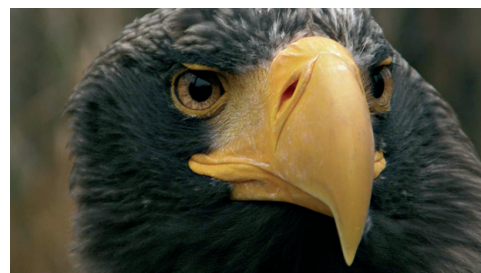


Sauf qu'en Espagne, la droite n'est au pouvoir que depuis un an, et que l'opposition socialiste va avoir du mal à faire patienter ses troupes jusqu'aux prochaines élections de 2015. On va donc voir dans la rue de plus en plus d'«indignés» et autres révoltés qui n'attendent pas les grèves générales pour bouger (d'autant plus que la majorité est sans emploi, alors la grève!). Pratiquement chaque jour en Espagne, des manifestants rappellent que les dirigeants ne sont que le 1 %. Ceci dit ne nous leurrons pas, dans les rues, il n'y a pas les 99 % mais le 1 % de ces 99 %. Sinon le système aurait déjà volé en éclats. Mais c'est en bonne voie : reste à la révolte à s'approcher chaque fois un peu plus de la révolution. Et s'organiser pour. Les structures ne manquent pas. S'organiser : le maître mot.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Nouvelles des fronts



« L'homme n'est rien en lui-même. Il n'est qu'une chance infinie mais il est le responsable infini de cette chance. »

Albert Camus

ÉTAT PROVIDENCE, d'aucuns ont fait croire que c'était, comme l'idée de dieu, une providence pour le prolo. En fait, il ne fut inventé que pour protéger les intérêts du Capital. Jacobins ou girondins, de droite ou de gauche, tous l'utilisent pour asservir soit les corps, soit les consciences, si possible les deux. L'État fut providentiel, surtout pour maintenir l'ordre au frais du contribuable et lorsque le travail organisé et revendicatif remettait en cause sa légitimité. L'État providence n'est qu'un des masques humanisés du capitalisme menacé. Il est une providence pour le patron lorsqu'il participe à la casse des retraites par répartition, à la gestion du chômage de masse, à l'exonération d'impôts ou de « charges » sociales, à la baisse du coût du travail et au retour des 39 heures...

L'État libérateur est un mythe autoritaire dans lequel s'est engouffrée une partie du socialisme, il serait temps de renoncer à ces illusions. Illusions mortifères que les anarchistes ne partageront jamais.

Patron pigeon, quelle belle et agréable idée, à quand l'ouverture de la chasse? À quand le début du grand ball-trap social... debout prolétaire, plumons le volatile! Au demeurant, fortiches les pigeons, quelques gloussements sur Facebook et voilà que l'État, providence, recule et donne satisfaction à la volaille. À se demander qui sont, non pas les pigeons, mais les dindons d'une farce sociale-démocrate qui n'a que trop duré. Derrière le pigeon se cache souvent un coq de combat comme chez Renault, où la DRH avait anticipé dans le cadre d'une communication de crise bien orchestrée le suicide mode d'emploi de loyaux collaborateurs... Variable d'ajustement, encore un coup de la providence, fatale cette fois. Heureusement, quelquefois, le prolo se rebiffe comme à PSA-Aulnay où après quelques heurts au salon de l'auto avec les représentants de l'État protecteur, un cadre, bien vivant celui-là, a été « séquestré » durant

onze petites heures. La raison de l'action directe: protester contre des retenues sur salaires à la suite des débrayages. Pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule, disaient certains autrefois. La formule est certes un peu violente et très imagée, mais les images, elles aussi, peuvent être providentielles...

Ça frémit un peu du côté des luttes, une grève unitaire a minima à la SNCF non pas pour manifester contre le vingt-troisième suicide, mais, contre une ridicule hausse des salaires de 0,5 % et le non remplacement des départs à la retraite dont la conséquence journalière est la dégradation des conditions de travail des uns et de transport des autres. Appel aussi à Air France qui doit alléger son effectif à hauteur de 5 000 emplois dans les années sans « à-venir ». Grève aussi dans les écoles de Seine-Saint-Denis où ils manquent 250 enseignants pour dresser les têtes brunes et blondes, remplacés par d'éventuels étudiants vacataires. Eh oui, l'État se retire quelquefois, lorsque le coût de l'éducation ne vaut plus le coup. À quoi bon éduquer la jeunesse qui, dans certains quartiers, frôle les 60 % de chômeurs. L'État éduque le futur travailleur, pas le chômeur. Ça frémit et ça fait frémir aussi, comme la pseudo mobilisation du 9 octobre et la manif des retraités du 10 face à la menace d'une CSG sur les pensions (tous ensemble?). Manifs pour rappeler le pouvoir à l'ordre et l'engager à tenir ses promesses, qui peut encore y croire quand, comme toujours, la « gauche » n'est parvenue aux affaires que pour nettoyer les écuries d'Augias du libéralisme. Une fois son devoir accompli, elle retournera à son opposition raisonnable et à ses logiques de prises de postes et de pouvoir, on peut le parier. Peut-être qu'un autre volatile, Le Paon, potentiel secrétaire général de la CGT, redonnera à la vieille confédération un peu de son honneur perdu... on peut rêver, il est probablement l'homme d'un compromis,

coincé entre une vieille garde toujours stalinienne, des réformistes mauvais teint genre CFDT et quelques camarades sincères mais minoritaires... Pigeon, dindon, paon, n'en jetez plus, la volière est pleine et l'État est bien protégé.

Côté dégraissage, ça se maintient, malgré le musculeux Montebourg, Technicolor à Angers coulé, Petroplus en Seine-Maritime coulé, Surcouf coulé. Castorama touché, moins 1 167 emplois; E-On touché, moins 530 à Hornaing dans le Nord; Dexia touché, moins 300, Tetra Pak en Côte-d'Or touché, moins 70; Electrolux touché, 419 virés à Revin dans les Ardennes; Pierre et Vacances touché, 195 salariés au loisir forcé. Enfin, Alcatel-Lucent touché/coulé moins 1 500 en France, 15 500 sur la planète.

À la ronde, Ford s'apprête à supprimer 4 500 emplois à Genk en Belgique, et quelques milliers d'autres en Angleterre et en Allemagne. Sharp liquide 20 % de son effectif dans le monde, soit 11 000 salariés. La Grèce, une nouvelle fois en grève générale rituelle face aux facilités de licenciement accordées aux patrons par un autre État providentiel et protecteur. Kif kif le 14 novembre en Espagne et au Portugal... ils grèvent générale et puis s'en vont. Afrique du Sud, la lutte continue dans les mines de platine, malgré la menace de 12 000 licenciements pour fait de grève.

Partout l'État protège les riches, aux USA, 40 millions de personnes mangent en utilisant des bons alimentaires et 19 millions d'enfants souffrent de sous-alimentation comme 870 millions dans le monde. Dans l'Europe des États protecteurs, 18 millions de chômeurs recensés et officiels, dont 4,7 millions en Espagne. La providence est vraiment providentielle. Divine et/ou étatique providence, c'est toujours les mêmes prédateurs, Dieu et l'État!

Hugues

Groupe Pierre Besnard

Brèves de combat

Expulsion musclée du 260

Suite à l'expulsion des habitants et de leurs soutiens, 260 rue des Pyrénées, une cinquantaine de personnes a occupé l'antenne Sully-Morland de la préfecture de Paris. Des sans-papiers étaient encerclés par les flics devant la Préfecture qui demandait aux occupants de sortir pour seulement ensuite libérer les sans-papiers... Méfiants, les occupants ont demandé que les sans-papiers soient d'abord libérés. Chacun voit midi à sa fenêtre!

Flash-back

Une quinzaine de manifestants grecs ont été arrêtés lors d'affrontements avec les sympathisants du parti d'extrême droite Aube dorée, à Athènes. Ces manifestants antifascistes ont dit être victimes de tortures, soumis à des coups, à des brûlures de cigarettes, empêchés de boire et de dormir au moyen de torches de lasers. Les policiers auraient filmé la scène et menacé de communiquer leurs adresses à Aube dorée.

DAL et gouvernement normal

Environ 200 personnes ont manifesté à l'appel de l'association Droit au logement pour appeler le gouvernement à sortir de « l'inertie » et à lancer en urgence un plan de mobilisation et de réquisition de 100 000 logements vacants.

Météo syndicale



L'ACTUALITÉ EST SANS PITIÉ! On voudrait causer que de syndicalisme et voilà pas que le patronat hausse le ton. Il se dit mal aimé, saigné aux quatre veines... bref, que fait le gouvernement pour aider ceux qui font du profit sur les efforts des autres. Les perdants de la dernière élection présidentielle font feu de tout bois! Faut dire (et c'est une lapalissade) que l'équipe dirigeante actuelle entretient allègrement la confusion des genres. On pouvait naïvement croire que ceux qui (entre autres) gémissaient sous le joug conjugué du droit du travail et des syndicats étaient du clan dit « adverse ». Que nenni, misérables que nous étions d'oublier que le capitalisme est dans les deux camps ! Donc, CQFD, il y a des patrons de gauche qui montent au créneau et même pas pour dire que la soupe n'est pas si mauvaise que ça... Donc dans le concert, dans le charivari des possédants, il y a des voix de gauche. L'interclassisme et ses divers avatars ont encore des miroirs aux alouettes à revendre !

Du coup, le gouvernement peut avoir des états d'âme sur la compétitivité et « laisser » le Premier ministre couaquer sur les 35 heures. Quand on respecte la loi des marchés, il faut bien préparer le terrain !

Et au niveau syndical, qu'y a-t-il à se mettre sous la dent ? Jusqu'ici on entendait surtout des versions dans toutes les gammes du vieil air « les copains sont au gouvernement, faut pas les gêner ». Ce n'est pas aux lectrices et lecteurs du *Monde libertaire* qu'on va apprendre ça !

Revenons à il y a quelque temps. On restait en haleine devant le feuilleton de la succession à la CGT. Quand, début octobre, un nouveau

poulain était désigné : Thierry Le Paon, responsable CGT du Calvados. Mais les choses à Montreuil n'étant jamais simples, la nouvelle candidature a déjà du plomb dans l'aile. Pourquoi ? « Rencontrer des patrons sans aucun mandat de l'organisation, ça pose un problème », déclare-t-on dans les instances confédérales.

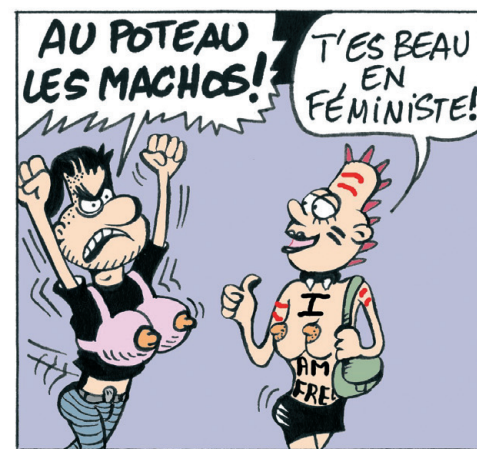
De quoi parle-t-on ? D'un « groupe informel d'échange » (nommé Quadrilatère) regroupant patrons, DRH, syndicalistes et experts. Il y a moult représentants du patronat et des gens de la CFDT, de FO et, donc, de la CGT. Bon, ça plombe la vision syndicale, c'est le moins qu'on puisse dire...

Pendant ce temps, des syndicalistes français, luxembourgeois et belges interpellent leurs gouvernements contre la casse industrielle. Un front commun contre la direction d'ArcelorMittal, d'accord, mais pour aller où, et sur quelles bases ? Sans parler d'autonomie ouvrière... on pourrait envisager l'autonomie syndicale. En rejoignant ce que déclarait dernièrement Nancy McFadden, responsable syndicale aux États-Unis : « Là où les syndicats existent nous avons des droits limités, mais nous sommes fiers de nous battre. » Le syndicalisme, ici comme outre-Atlantique, commence aussi par là.

Jean-Pierre Germain

1. Gérard Filoche, au congrès du PS, a déclaré que le but n'était pas de se préoccuper des banques, mais de se battre contre les idées de Parisot. Pas un gramme d'austérité et de défense du droit du travail ! Ça applaudissait poliment dans les travées socialistes.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Communiqué

Notre-Dame-des-Landes

zone à défendre

L'INFORMATION CIRCULAIT depuis quelques jours : le gouvernement socialo-écologiste mobilisait des troupes de gardes mobiles et de CRS (plusieurs centaines), des tractopelles pour déloger les occupants et occupantes installés, un peu partout, sur la zone d'aménagement différé, faite de bocages, de terres agricoles, destinée à construire le futur aéroport international de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique.

Si, pour le moment, ne sont visés que les occupants considérés comme illégaux par les tribunaux, les procédures sont en cours pour expulser les propriétaires, les locataires et paysans concernés de la zone.

Cet endroit avait été rebaptisé Zone à défendre (ZAD) par les résistants et résistantes opposés à l'aménagement capitaliste du territoire, à un projet ruineux qui ne répond pas aux besoins de la population, mais à des ambitions politico-financières, et qui saccagerait l'environnement. Il y a quarante ans que ce projet existe et que les premières expropriations ont débuté.

Cette zone à défendre appartient, légalement, à la multinationale Vinci, chargée de construire et gérer ensuite cet aéroport, dans le cadre d'un partenariat public-privé, très avantageux pour le groupe financier. En effet, les collectivités locales s'engagent à compenser les éventuelles pertes qui pourraient survenir... durant cinquante-cinq ans!

Mais cette ZAD est aussi devenue, depuis plus de trois ans, le lieu d'expériences alternatives et autogérées très intéressantes pour plus d'une centaine de personnes y résidant et pour les milliers qui y sont passées, appréciant la créativité : terres maraîchères défrichées collectivement, construction de cabanes, de fours à pain, cuisines collectives, rencontres, échanges de savoir (de la sérigraphie à la découverte des plantes sauvages comestibles),

concerts à prix libre, radio locale (Radio Klaxon), revue (Lèse béton), etc.

Ce projet d'aéroport est porté, en particulier, par l'actuel Premier ministre Jean-Marc Ayrault (ex-maire de Nantes et ex-député, conseiller municipal de Nantes et conseiller communautaire de Nantes Métropole depuis le 21 juin 2012), qui en fait une affaire personnelle, sans doute afin de laisser son nom glorieux dans l'histoire des « grands chantiers ». Nul ne peut donc être surpris du déploiement massif de forces de l'ordre pour satisfaire les intérêts d'un potentat local, des partis politiques alliés officiellement dans cette affaire (PS et UMP) et de ceux qui le sont, de fait, comme EELV, en tant que cogestionnaire au gouvernement et au Parlement. Les soi-disant écologistes de EELV, une fois de plus, retournent leur veste – malgré leurs rodomontades préélectorales contre l'aéroport – pour le confort de quelques ministères.

Ainsi, mardi 16 octobre, les forces de l'État ont commencé, tôt le matin, à déloger des habitants de la ZAD, détruisant des habitations, en murant d'autres. Bien prétentieux et décalé, le préfet annonçait, dès 10 h 30, que la mission était accomplie. Or, si certains lieux d'habitation ont été démolis, fermés, la résistance continue de plus belle et reçoit de plus en plus de soutiens!

La Fédération anarchiste se déclare entièrement solidaire de la lutte des résistants et résistantes à l'aéroport et au monde glacé du Capital et de l'État. En un mot : au pouvoir. La Fédération anarchiste apportera toute l'aide qu'elle peut, à la mesure de ses moyens, pour que ceux et celles qui y habitent puissent continuer à faire vivre cette zone à défendre.

Fédération anarchiste

Secrétariat aux relations extérieures



Élections au Venezuela

Après les élections présidentielles du 7 octobre, les laissés-pour-compte de la farce électorale pourront se rabattre sur les élections des gouverneurs d'États et des parlementaires régionaux le 16 décembre. De cette façon, les pouvoirs autoritaires de l'État et de la finance continuent à dérouler, sans laisser le temps de respirer, le scénario de cette folie hypnotique électorale qui soumet la majorité opprimée du pays et ses efforts de lutte et de revendication.

Pas trop tôt

Le Sénat reconnaît la «répression sanglante» de la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961, résolution proposée par le groupe communiste. 174 voix pour, et 168 contre. Devinette : qui a voté contre ?

Ben voyons

Depuis début 2012, de plus en plus de maires, pour la plupart UMP, se permettent d'interdire totalement les tracts et pétitions sur les marchés. Au lieu de stopper net cet abus de pouvoir, le Conseil d'État a rendu une ordonnance surprenante considérant que cela «ne porte pas gravement atteinte aux libertés d'expression et de communication». Et comme ça, loin de l'agora athénienne, les marchés sont réduits à leur seule vocation d'infâme propagande consumériste.



Chronique néphrétique

Aveuglements

«**LES ANARCHISTES**, (si tant est que l'on puisse les regrouper dans un même ensemble, idéologiquement homogène), ne sont plus (pas) crédibles comme force d'émancipation. Intellectuellement fainéants, leur rejet des connaissances techniques et scientifiques, (ils n'ont pas progressé depuis au moins trente ans dans les sciences dures mais aussi en sociologie, anthropologie, éthologie, économie...) les conduit de défaites en régressions, d'aigreurs en névroses. Compte tenu de leurs forces militantes modestes, ils sont trop dispersés et agissent sans projet clair. Du coup, comme leurs objectifs ne sont pas bien ciblés et assez futuristes, ils n'ont pas de réflexion suivie sur la stratégie à moyen et long termes, sur les moyens qu'ils doivent se donner pour progresser. L'évaluation a posteriori des actions et de périodes passées est, elle, totalement absente. Les anarchistes servent donc de plus en plus de forces d'appoint à des mouvements plus forts qu'eux.» Je sais, c'est un peu difficile à digérer. C'est ce que Javali Negro m'avait écrit tantôt. Ces critiques inspireront encore ma chronique dans les semaines qui viennent.

Hier, je discute avec une pharmacienne en hôpital, qui me dit avoir acheté le livre des docteurs Debré et Even : Guide des 4 000 médicaments utiles, inutiles et dangereux. Surprenant, choquant même ainsi docteurs et étudiants de son service, qui se refusent à acheter ce livre, même si certains l'ont feuilleté en douce en librairie, regardant autour d'eux pour ne pas être repérés par un confrère... ou un patient ! Ainsi les premiers concernés, ceux qui devraient par éthique, par professionnalisme, par rigueur scientifique, par respect pour leurs malades se précipiter sur ce livre, le discuter point par point, en critiquer peut-être des formulations ou des conclusions péremptoires, s'y refusent. Ils sont dans le déni.

Et je n'ai pu m'empêcher de penser aux communistes staliniens ou maoïstes qui, recevant des informations sur les crimes commis au nom de leur idéal, se refusèrent, pendant des décennies, à regarder la réalité en face. La croyance, la foi étaient plus fortes que les arguments et les preuves matérielles. «Oui mais on a rien d'autre !», c'est ce que répond le monde médical lorsqu'on lui dit que l'Aricept, censé guérir d'Alzheimer, n'est d'aucune efficacité. C'est aussi ce que pen-

saient les communistes... Le docteur Debré préconise «le déremboursement des médicaments inefficaces». Et, naturellement, le retrait de ceux dont on connaît la dangerosité. Il rappelle que «chaque année en France, on déplore 20 000 décès et 100 000 hospitalisations liés à la seule prise de médicaments».

(Les milliers – ou millions – de morts ne pèsent guère lorsque l'on est croyant. Puisqu'il s'agit toujours de créer un monde meilleur, dans la balance, les morts d'aujourd'hui sont quantité négligeable face à la multitude des bienheureux de demain...) «Le simple déremboursement de ces médicaments permettrait de redresser les comptes de la Sécu ! Ce ne serait pas un luxe dans une situation sociale si difficile où il faut traquer les déficits publics, non ? Mais c'est manifestement sans compter sur le fait qu'en France, l'industrie pharmaceutique est sans doute la plus lucrative, la plus cynique, la moins éthique de toutes. Sur les quarante présidents des commissions de l'Autorité de mise sur le marché des médicaments (AMM), il y a trente et une personnes qui, aujourd'hui encore, sont sous contrat privé avec des laboratoires pharmaceutiques... ou ont des actions dans ces mêmes labos. Ils sont du coup juges et parties. Il me semble que cela s'appelle un conflit d'intérêt, non ?» Et c'est un politique de droite qui balance cela ! Je repense à mes ex-dirigeants trotskystes qui, à la ville, étaient visiteurs médicaux... Devinez de qui je me sens le plus proche ?

Quel est le rapport entre ces paragraphes ? Nous, anarchistes, avons un devoir de remise en cause permanente. Cela vaut aussi pour nos actions, nos alliances, nos schémas, nos croyances, nos mythes, notre communication, nos insuffisances. Travail critique, droit d'inventaire, décorticage du corpus d'idées, des politiques, des pratiques. Bilan des décennies antérieures... À quoi servent les anarchistes ? Qu'ont-ils à apporter d'original ? En prennent-ils les moyens ? Le déni ne résout rien, il retarde. Et de fait, comme disait le groupe d'artistes Présence Panchouette : «L'avenir a du retard.» Nous en sommes en partie responsables.

Rodkol

rodkol@netcourrier.com

Police, répression, prison



Que le vent souffle de droite ou de gauche, en 2012 comme en 1961, les méthodes policières varient peu et les policiers encore moins. Contrôle social sous prétexte de terrorisme, politique du chiffre, impunité dans les suites données aux bavures, mœurs carcérales d'un autre âge, décidément le pays des Droits de l'Homme est bien peu à l'honneur.

La rédaction

Coup de Jarnac pour **Tarnac**

Patrick Schindler

*Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste*

TOUT ÉTAIT FICELÉ, l'affaire classée, depuis que le 22 octobre 2010, la demande d'annulation de la procédure antiterroriste visant le « groupe de Tarnac » avait été rejetée. De fait, la cour d'appel de Paris validait l'intégralité de l'enquête et établissait, dans son arrêt, que les observations réalisées sur le groupe avaient permis d'avérer « sa volonté d'agir de manière concertée et violente afin de porter atteinte à l'État, ses représentants et ses infrastructures ».

Retournement. Une nouvelle information nous vient du *Canard enchaîné*. Jusqu'à présent, Yildune Lévy était soupçonnée d'être impliquée, avec son compagnon Julien Coupat, dans le sabotage d'une ligne de TGV, le 8 novembre 2008. Trois jours après le sabotage, Yildune Lévy, Julien Coupat et sept autres personnes avaient été placés quatre jours en garde à vue, puis tous avaient été mis en examen. Avec quelles preuves ?



Retour sur image

Selon les policiers de la Sous-direction antiterroriste (SDAT), le couple aurait utilisé une vieille Mercedes pour se rendre à Dhuisy (Seine-et-Marne), la soirée du 7 et de la nuit du 8 novembre. Jusque-là, Yildune et Julien ont toujours reconnu les faits. Dans leurs diverses dépositions, ils admettent en effet avoir fait une virée en Seine-et-Marne dans la soirée du 7 novembre, durant laquelle ils sont effectivement allés manger une pizza dans un restaurant situé à Trilport (77). Ensuite, le couple reconnaît avoir voulu dormir à l'hôtel Le Moufflon d'Or, mais celui-ci étant complet, ils ont finalement décidé de passer la nuit dans leur voiture. Poussés par l'enquête, ils avaient même révélé que, réveillés par le froid, ils s'étaient alors rendus dans un endroit reculé à quelques minutes de la petite ville pour «faire un câlin», avant de rentrer à Paris.

À présent, voici la version des policiers de la SDAT : dans le procès-verbal numéro 104, pièce maîtresse de l'instruction, la SDAT reprend «méticuleusement» les étapes de dix-sept heures de filature du couple Coupat-Lévy. Le rapport précise qu'une «approche piétonne» de la Mercedes au Trilport a effectivement permis de voir le couple endormi à l'intérieur dans des sacs de couchage, poussant le détail jusqu'à signaler la présence de «buée sur les vitres».

Ça se complique

Jusqu'à ce chapitre du vrai faux polar, cette version corrobore celle des présumés coupables. C'est ensuite que les distorsions apparaissent. En effet, dans leur rapport, les policiers écrivent que la Mercedes aurait redémarré à 3 h 50 (précises) pour se trouver à Dhuisy à 4 heures pétantes. Jusqu'à présent, cette affirmation paraissait impossible. En effet, il aurait fallu au couple rouler à 159 km/heure pour parcourir les 26,6 kilomètres qui séparent Trilport de Dhuisy... Devant cette énormité,

les policiers ont bien été obligés d'invoquer une malencontreuse «erreur de retranscription». L'heure du démarrage de l'auto a alors été corrigée à 3 h 30 du matin.

Dans la suite de leurs déclarations, les vingt policiers «répartis dans douze véhicules» comme ils l'ont prétendu, auraient positionné la Mercedes, mais en des points contradictoires, sur le lieu du «sabotage», c'est-à-dire le pont ferroviaire de Dhuisy. Mais aucun des policiers présents ne les aurait vus sortir des perches ou poser le moindre crochet. Maître Jérémie Assous, un des avocats du couple, s'est donc permis d'avancer que «si les policiers n'ont rien vu, rien entendu : c'est bien la preuve que Julien Coupat et Yildune Lévy n'y étaient pas et que le PV de synthèse numéro 104 est un faux». Depuis, Nathalie Turkey, juge d'instruction de Nanterre, a enquêté un an sur la plainte des avocats du groupe de Tarnac pour «faux en écritures publiques» contre des officiers de police judiciaire.

C'est alors que, trois ans et demi plus tard, l'hebdo qui fait «pan sur le bec» vient de révéler un indice majeur, en affirmant que la carte bancaire de Yildune Lévy a été utilisée à 2 h 44 à Pigalle, à Paris, ce 8 novembre 2008, pour retirer 40 euros, loin du lieu de la dégradation que la justice relie à «une entreprise terroriste». De fait, pour Maître Assous, «cet élément anéantit définitivement la version policière, déjà mise à mal par un grand nombre de contradictions».

Juste revirement des choses

Naïf, on peut se poser la question de l'arrivée tardive dans la résolution de l'affaire des relevés bancaires de Yildune Lévy. Mais, c'est encore Maître Assous qui présume que ces derniers auraient été exploités durant tout ce temps par les services de la SDAT, qui cherchait à prouver l'achat de tubes en PVC... dans un Bricorama. La recherche s'est révélée vaine et la SDAT ne les a donc transmis au dos-

sier qu'en juin 2012. Alors, pourquoi Yildune Lévy ne s'est pas expliquée en garde à vue à ce propos? Selon l'analyse défendue par le «groupe de soutien aux inculpés du 11 novembre», tout simplement parce qu'on ne lui a posé aucune question à ce sujet! De ce fait, l'élément qui devait être à charge, selon les enquêteurs, devient à décharge.

Nous laissons bien volontiers la conclusion de l'affaire au blog du groupe de soutien aux inculpés : «Il est vrai que un an et demi après la nuit du 7 novembre 2008, Yildune Lévy aurait pu se souvenir qu'elle avait tiré 40 euros à 2 h 50 du matin et non à 4 heures. Quelle tête de linotte! La vérité c'est certainement qu'elle ne s'en est souvenu que lorsque l'extrait de compte fut joint au dossier, et qu'elle put le lire. Bizarrement, l'analyse des mouvements sur ce compte par la SDAT prétendait qu'il n'y avait rien pouvant l'incriminer, c'est-à-dire rien d'intéressant pour l'enquête. Heureusement que nous avons pensé à le regarder en détail, trois ans et demi plus tard. Car aucun juge ni aucun policier n'a jugé bon de s'interroger sur cette pièce qui invalidait toute leur enquête!»

Et le groupe de soutien d'enchaîner : «C'est donc un drôle de moment dans cette instruction où, après avoir dû démontrer que toutes les allégations de la police étaient fausses, il nous faut maintenant démontrer que la seule preuve matérielle de tout le dossier est vraie! En somme, il nous faut tout faire! Si cet extrait de compte avait révélé un retrait de liquide à côté des voies ou à côté d'on ne sait quel magasin de bricolage où personne ne l'a vue, cela aurait été annoncé comme la preuve de sa culpabilité. Elle aurait alors pu dire qu'elle avait prêté sa carte, mais on imagine bien que la police l'aurait accusée de mentir. Ironie d'une instruction purement à charge et prête à tordre le cou à la réalité comme au bon sens pour couvrir les mensonges de la police antiterroriste.»

Conclusion du groupe de soutien aux inculpés du 11 novembre : «Oui, on peut prêter une CB. Tout comme on peut être policier et raconter n'importe quoi.»

P. S.

Silence on meurt

UN NOUVEAU SUICIDE DE DÉTENU a eu lieu dans la nuit du lundi au mardi à la prison de Vivonne, nous apprenait *La Nouvelle République*, ce 4 octobre. Le troisième depuis l'ouverture de cette taule. « Il n'avait rien à faire en prison. Il devait sortir dans un mois », dit l'avocat de la famille. La compagne du détenu porte plainte contre X pour homicide involontaire.

La France, dernier pays d'Europe occidentale à avoir aboli la peine de mort, perpétue de fait cette tradition avec un système carcéral dont les conditions d'enfermement sont jugées honteuses et indignes par de nombreux rapports et ont donné lieu à des condamnations régulières de la France à cause de l'état lamentable de ses prisons. De fait, les conditions d'enfermement baffouent les droits les plus élémentaires des individus. Entre 2,4 et 4 m² par détenu, murs nus, bouffe immangeable, fournitures (cantine) hors de prix, toilette exposée au regard des codétenus, quartiers disciplinaires avec une durée récemment réduite à trente jours... toujours deux fois plus que dans les pays voisins. Un grand nombre de prisonniers souffrent de troubles psychiques : près de 20 % des détenus seraient même psychotiques. Conditions de soins désastreuses, détenus encore trop souvent attachés à leur lit. Arbitraire total de l'administration pénitentiaire.

Et des murs, toujours des murs, pour briser les liens humains, briser les familles avec des gosses qui, privés de parents, se retrouvent eux aussi enfermés – dehors. Briser l'espoir, briser l'esprit. Les partenariats public/privé (comme dans la taule de Vivonne, fournie par Bouygues), censés créer des prisons neuves et propres, avec plein de sas et de dispositifs de surveillance électroniques, n'ont rien arrangé, si ce n'est le portefeuille des capitalos engrangeant les contrats. Bien au contraire : l'isolement et l'enfermement y sont encore plus fortement ressentis.

Une peine de mort qui ne dit pas son nom

Dans ces conditions, comment s'étonner que l'on meurt beaucoup plus en taule aujourd'hui qu'avant l'abolition de la peine de mort ? Le taux de suicide en prison a été multiplié par cinq ces cinquante dernières années.



La France étant, là aussi, championne de l'Europe des Quinze avec vingt suicides pour 10 000 détenus. On se suicide six à sept fois plus en taule qu'à l'extérieur. Tous les trois jours, un suicide a lieu dans les prisons françaises... et c'est toujours la même musique, celle, en sourdine, du silence de l'administration pénitentiaire, celle du dédouanement des syndicats de surveillants pénitentiaires : « On n'a rien vu venir. Ce n'était pas quelqu'un qui avait donné des signes avant-coureurs de difficultés », déclare le secrétaire local de l'Ufap-Unsa.

L'application des peines planchers a encore augmenté la surpopulation carcérale. La France est championne là aussi, venant de battre un nouveau record historique en juillet dernier avec 67 373 détenus et une surpopulation de près de 118 %.

La promiscuité accroît le désespoir des détenus. Dans ces conditions, le taux de suicide a encore augmenté ces dernières années. Il concerne d'ailleurs deux fois plus les prévenus encore non jugés, c'est-à-dire présumés innocents, que les condamnés.

On entend souvent dire qu'il faut tout de même des prisons pour punir et donner une « bonne leçon » aux délinquants. Or, les taux de récidive les plus élevés concernent les personnes ayant fait toute leur peine en taule, a contrario, les plus faibles taux de récidive concernent les bénéficiaires de libérations conditionnelles, de peines alternatives et d'aménagements de peine. Rien ne pousse plus à la récidive que la pseudo-solution carcérale.

D'autre part, quel genre de crimes punitifs par la taule ? Plus de 80 % des personnes

incarcérées sont punies pour des affaires comportant une atteinte à la propriété privée. Ce qui signifie qu'une très grande partie des incarcérations répondent à un système social capitaliste, inégalitaire, fondé sur la dépossession. Comment d'ailleurs ne pas faire le parallèle entre la privation structurelle de liberté à l'intérieur des murs, et celle qui a lieu d'une autre façon, hors les murs, dans les bagnes du travail aliéné avec leurs cortèges d'humiliations, de contraintes et d'épuisements psychologiques ? La taule est le pilier de cette société injuste, définie par l'exclusion, la répression et le contrôle social.

Une société de classes où jamais les grands requins ne sont jugés, seulement les petits poissons pris dans les mailles du filet de la misère.

Face à ce constat, le gouvernement socialiste a annoncé qu'il allait créer davantage de places en prison, aussi bien pour les adultes que pour les mineurs (construction d'ÉPM). Toutes les statistiques démontrent que plus il y a de places en taule, plus on les remplit : construire de nouvelles prisons n'a jamais résolu le problème de surpopulation carcérale. C'est juste condamner à la destruction psychologique et physique et au suicide toujours plus de pauvres. Et à la récidive (63 % des détenus ayant purgé toute leur peine en taule récidivent dans les cinq années), pour que jamais ils n'échappent au désespoir et à l'image que la société leur renvoie.

En fait, il s'agit, ni plus ni moins, de perpétuer la peine de mort.

Groupe Pavillon noir

Y a-t-il une morale policière ?

Maurice Rajsfus

Qui a jamais prétendu que la police avait une morale ? Elle dispose seulement d'un Code de déontologie, qui n'est que rarement respecté. C'est tout juste si nos gardiens de l'ordre public ont appris qu'ils sont au service d'une République des droits de l'homme et du citoyen.

Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, a décidé de rétablir l'enseignement de la morale dans les écoles primaires. Peut-être pourrait-il suggérer à Manuel Valls qu'il devrait en aller de même dans les écoles de police et, par la suite, sur le terrain, en formation continue, si l'on peut dire.

L'argent n'a pas d'odeur

Dès son entrée en fonctions, en mai 2012, le nouveau ministre de l'Intérieur faisait savoir à l'ensemble des fonctionnaires de la police nationale que, désormais, il fallait en finir avec le tutoiement des personnes interpellées. Il ignorait encore qu'il lui faudrait morigéner les policiers de la BAC-nord de Marseille, qui avaient lourdement failli. Plus que de longs discours, autant s'accommoder, pour ceux-là, du proverbe passe-partout : « Bien mal acquis ne profite jamais ! », ou bien, plus incisif peut-être : « L'argent n'a pas d'odeur. » À moins que l'hôte de la place Beauvau ne se soit arrêté sur « L'appétit vient en mangeant » et pourquoi pas « Autre temps, autre mœurs ». Plus réaliste, il y a, évidemment « L'habitude est une seconde nature ». Toutes réflexions hautement moralistes devant convenir au comportement de nos ripoux marseillais. Et puis, à propos de cet abominable esprit de corps qui gangrène la police, conduisant à soutenir des « collègues » en toutes circonstances, nous pourrions retenir : « À beau mentir qui vient de loin. » Finalement, Manuel Valls devrait s'arrêter à deux autres excellents proverbes : « Qui sème le vent récolte la tempête », ainsi que « Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ».

Le ministre de l'Intérieur aurait eu intérêt à faire enseigner un minimum de politesse à ceux qui ne cessent de donner des leçons de savoir-vivre à une population de plus en plus sous contrôle. Il est certain que la police française gagnerait en crédibilité si elle affichait cette affabilité propre aux bobbies britanniques. Si les protecteurs de la veuve et de l'orphelin s'efforçaient d'avoir un minimum de courtoisie, sans doute seraient-ils moins reje-

tés. Il est vrai que les bonnes manières ne sont pas enseignées en école de police. Si l'homme (ou la femme) habillé de bleu n'a pas vocation à la distinction, il pourrait tout au moins respecter ceux qui voient en lui un élément de sécurité dans un monde de brutes...

Face à un public hostile

En novembre 2002, dans *Que fait la police ?*, alors édité sur papier, je tentais, dans un éditorial titré « Trop malpolis pour être honnêtes », de décrire une situation qui ne pouvait qu'alarmer les défenseurs des libertés publiques. Le propos s'adressait au ministre de l'Intérieur d'alors, récemment propulsé au premier plan par Jacques Chirac : « Monsieur Sarkozy, si vous appreniez la politesse à vos fonctionnaires, la banlieue serait peut-être plus calme. Outre le tutoiement quasi habituel, destiné aux individus

que nous sommes, de plus en plus de policiers s'attribuent le droit d'injurier ceux qu'ils interpellent... Le traitement verbal réservé aux immigrés colorés, en général, et aux Maghrébins en particulier, atteint désormais un niveau insupportable pour les oreilles d'un citoyen élevé dans le respect des principes de la République des droits de l'homme. »

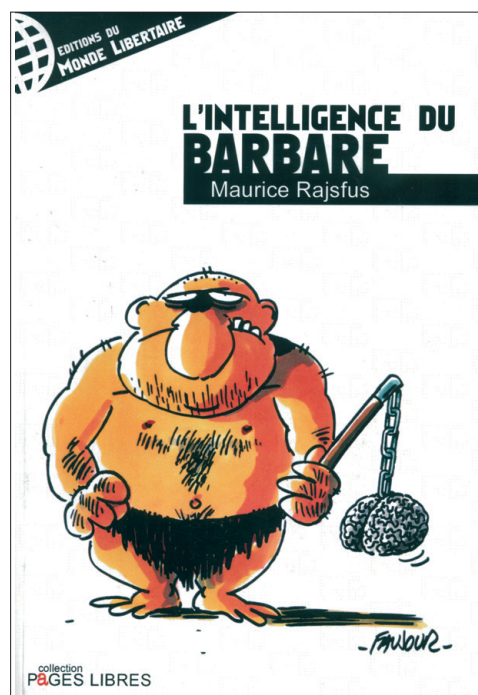
Cette algarade se terminant par une citation du Guide pratique de déontologie policière, publié en 1999 : « Comment conserver sa dignité aux yeux du public ? En proscrivant les excès de langage, les familiarités, les gestes déplacés, en faisant preuve de retenue dans les actes et les propos... » D'où ce bref commentaire : « Nous n'avons rien à ajouter à cette leçon de morale ! »

En août 2008, j'avais publié un petit livre, au titre significatif : *Le Vocabulaire policier* (L'Esprit frappeur). Dans la conclusion de ce passage en revue des grossièretés éruptées par les fonctionnaires de l'ordre public, je notais : « Si le vocabulaire policier est généralement pauvre, il est pourtant riche en injures. C'est un langage plutôt répétitif et outrancier, autant que venimeux et haineux finalement. Ceux qui le pratiquent ont oublié le devoir d'humanité qui devrait les motiver. »

Six mois après l'arrivée de Manuel Valls au ministère de l'Intérieur, qu'en est-il de ce langage châtié que le Premier Flic de France aimerait entendre ? Pour que le ministre se voit dans l'obligation de rappeler ses policiers à plus de réserve dans leur vocabulaire, et plus particulièrement de ne plus tutoyer les individus interpellés, il faut bien imaginer que les mauvaises habitudes langagières des serveurs de l'ordre public n'ont pas véritablement changé.

Un impératif : afficher des résultats

Les reculades de Manuel Valls sur les récépissés devant accompagner les contrôles d'identité, un pas en arrière bien accueilli par les syndicats de policiers, n'ont certainement pas ouvert la voie à un comportement plus humaniste de nos policiers envers les jeunes des banlieues. Pour ne nous limiter qu'à Paris et sa banlieue, il faut bien constater que, derrière



L'intelligence du barbare de Maurice Rajsfus, Éditions du Monde libertaire, 15 euros. Ouvrage en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011. librairie-publico.com

les portillons du métro et du RER, de nombreux policiers, l'invective prête à jaillir, sont toujours aussi attentifs pour constater d'éventuels délits. Pendant ce temps, les malfrats ne sont pas vraiment inquiétés : portant costume-cravate, ceux-là ne se risquent jamais à voyager sans titre de transport.

En fait, sauf remise à jour du Code de déontologie les régissant, les fonctionnaires habillés de bleu ne sont que rarement jugés suite à leur langage ordurier. Même s'ils sont tenus désormais de montrer l'exemple, ils passent généralement au travers des mailles très larges d'un filet hasardeux. Bien plus grave, nous n'aurions pas à nous intéresser à leurs faits et gestes, et pas davantage à décider s'il font le bien ou le mal. C'est aux chefs de leur institution de décider si leur comportement est scandaleux. Si c'est le cas, la révélation des dérives vient tardivement car un serviteur de l'État ne peut pas être tout à fait coupable. Dans son essai *Le Paradis à l'ombre des épées*, Henri de Montherlant émettait un avis prémonitoire concernant la police. Cet homme d'ordre, relativement misanthrope – tout autant que misogyne – pointait du doigt une institution jugée perverse, avec des mots très durs : « On a davantage le sentiment de la moralité devant une bande d'Apaches obéissant à son chef que devant tel corps anarchique de braves gens. »

On ne demande pas aux policiers d'intervenir en leur âme et conscience mais, plus simplement, d'afficher des résultats exploitables, du rendement finalement, sinon de la productivité – avec primes à la clé, le cas échéant. On ne leur demande pas davantage d'avoir du cœur, et surtout pas d'éprouver des émotions. Nul ne leur a jamais demandé d'être scrupuleux. Et puis, surtout pas de procéder à un examen de conscience, avec remords éventuels, repentir et peut-être acte de contrition, si le fonctionnaire défailant éprouve la naïveté de se rendre à confesse pour obtenir la rémission de ses mauvaises actions.

Prenons un exemple. Celui qui s'abrite sous des pauvres cartons, espérant trouver un peu de chaleur, n'imagine peut-être pas qu'il représente un trouble à l'ordre public, surtout s'il se trouve dans un quartier bourgeois. D'où intervention énergique, probable, de ces hommes (ou femmes) en uniforme, connus sous appellation de gardiens de la paix, qui lui conseilleront rudement d'aller voir ailleurs s'il y fait moins froid. Où irait-on s'il fallait permettre à tous ces sans-abri d'encombrer nos trottoirs ? Que pourraient bien penser de notre pays les nombreux touristes qui foulent les artères de nos villes, s'ils ne cessaient de se



heurter à ces « clodos » qui donnent une image déformée de notre beau pays. Nous connaissons l'exemple de Crainquebille, pourchassé pour avoir vendu des fruits et des légumes, simplement pour survivre. Qu'il me soit permis de rappeler un souvenir personnel. C'était en 1970, près de l'église Saint-Eustache, à Paris, en pleine période de démolition des halles. Un marchand des quatre saisons, clandestin, vendait des cerises. Arrive une équipe de policiers, qui contrôle cet homme, d'autant plus suspect qu'il était visiblement Maghrébin. Il est immédiatement menotté et embarqué vers le commissariat le plus proche. Soudain, l'un des policiers revient sur ses pas, s'approche de la charrette contenant les cerises, abandonnée, se saisit de la balance de Roberval et, d'un geste vengeur, la retourne sur la marchandise, avant de rejoindre ses collègues un sourire aux lèvres. J'en ai encore le cœur soulevé...

De nombreux droits, de rares devoirs

Finissons-en. La morale policière est courte. On obéit à la consigne, tout en l'améliorant pour se faire apprécier par la hiérarchie. Comme il est plus facile de s'attaquer aux faibles plutôt qu'aux puissants, le policier n'a nul besoin de se faire conseiller la prudence lorsqu'un haut personnage se trouve impliqué dans un délit. Ce policier fait partie d'un monde à part. Avec ses collègues, il se sent en famille, et la plupart de ses contemporains ne sont que des « individus » qu'il convient de tenir à l'œil. Si ce policier méprise les immigrés visibles, il ne se comporte pas toujours civilement avec tous les autres. Jeunes ou vieux, tout est bon pour exciter son courroux du moment. Surtout s'il s'est fait remonter les

bretelles par son supérieur hiérarchique pour son manque d'efficacité. À l'école de police, après un concours destiné à sélectionner les meilleurs, on va surtout lui apprendre qu'il va devenir défenseur de l'ordre public. Ce qui sous-entend – sans être dit – qu'il aura un maximum de droits sur ses concitoyens, tout en négligeant de lui rappeler qu'il a des devoirs envers la société qui le salarie, et qu'il est censé protéger.

Ce civil en uniforme est imprégné d'une certaine forme de pensée, si l'on peut dire. Il a appris la discipline, surtout pour la faire respecter aux autres. Comme il a une forte image de sa personne, il ne peut tolérer la moindre réplique à ses ordres, bien plus aboyés que tranquillement suggérés. Lui résister, ne serait-ce qu'en paroles, peut conduire le bon bougre au délit d'outrage. Son ton autoritaire ne peut pourtant que pousser à la révolte. Comme il ne peut se comporter que de façon autoritaire, son étonnement est grand lorsque l'on se risque à lui résister – verbalement s'entend. Le pékin se doit donc d'apprendre cette vérité première : le policier a toujours raison, même lorsqu'il a tort. Il ne doit lui être faite aucune objection.

Déjà, la perspective de voir rétablir son numéro matricule sur sa vareuse le plonge dans une grande colère, et son syndicat ne peut que l'inciter à protester contre cette mesure qui risque de lui faire perdre son anonymat tellement apprécié. Certes, il fera profil bas mais gare à l'individu qui se risquera à noter cette véritable carte d'identité permettant de le faire repérer, en cas de plainte pour bavure. S'il lui reste une ambition, c'est bien d'être considéré comme le régulateur d'une société ayant le plus grand besoin de tuteurs. **M.H.**

Mort vivant

Témoignage de détenu

El Hadj est un détenu dont l'auteur de cet article suit les pérégrinations carcérales. Le procès pour son évasion de Moulins-Yseure devait avoir lieu en novembre 2012. Il est repoussé à mars 2013.

EL HADJ OMAR TOP EST SURTOUT CONNU pour son évasion à l'explosif de la maison d'arrêt de Moulins-Yseure avec son camarade Christophe Khider, en 2009. Deux ans plus tard, il tente de créer le Syndicat des prisonniers et des familles de prisonniers.

Cette année, il publie un livre coup de poing aux éditions Flammarion, *Condamné à vivre**. Il a été aidé dans cette démarche par un avocat, Pierre Lumbroso, et un journaliste, Christian Séranot. Un sous-titre édifiant donne le ton de l'ouvrage : *Le cri du cœur d'un détenu qui préférerait la mort à la prison.*

El Hadj est tout à fait honnête. Il assume ses responsabilités et ne passe pas sous silence les faits qui l'ont conduit à l'ombre des hauts murs : braquages, trafic de stupéfiants, évasions, tentative d'homicide sur forces de l'ordre, enlèvement, destruction de bâtiments publics avec explosifs et association de malfaiteurs en relation avec une entreprise mafieuse.

Dès l'avant-propos, il nous lance le message : « Derrière les barreaux, la vie c'est l'enfer ! » Sans doute nous parle-t-il de lui, mais pas seulement. Il décrit un univers carcéral effroyable, avec des indigents, des malades, des psychotiques et des personnes âgées.



Il s'attarde aussi sur les criminels sexuels qu'il assimile pour la plupart à des pervers narcissiques. S'associant aux dix de Clairvaux qui demandent le rétablissement de la peine de mort pour eux-mêmes, plutôt que de crever à petit feu, il écrit à la précédente Garde des Sceaux : « Je demande solennellement à être euthanasié. »

Sous sa plume, nous retrouvons toutes les souffrances inhumaines des détenus que nous énumérons depuis des dizaines d'années. Beaucoup de prisonniers ont ainsi dénoncé la prison. Certains sont ou ont été célèbres. Ce qui est terrible, c'est de constater que, malgré les apparences, rien n'a changé. Les mitards, quartiers d'isolement, promenades « camemberts », prétoires et autres lieux d'arbitraire et d'injustice existent toujours.

La violence y est quotidienne. Et, bien entendu, l'institution totalitaire en est, en grande partie, la cause, que ce soit celle des surveillants ou des détenus.

Ce qui est impressionnant, c'est la pulsion de vie d'El Hadj, qui ne capitule jamais. Il défend sa dignité, se révolte, conteste l'ordre établi de la pénitencière, s'évade dès qu'il le peut, fonce dans le tas, se bagarre avec les surveillants et se fait rouer de coups. Nous ne pouvons qu'admirer sa rage et sa colère, tout en étant infiniment triste de le voir parfois tomber dans le piège de la haine. Mais qui, à sa place, n'éprouverait pas de pareils sentiments ?

Son parcours carcéral est lui aussi impressionnant. Il fait partie de ces prisonniers qui ont fait le tour de France des maisons d'arrêt et des centres pénitentiaires. Pour l'administration, il fait partie des détenus particulièrement surveillés (DPS), sans cesse transféré d'un établissement à l'autre, même quand il n'a rien fait.

Les chapitres consacrés à sa cavale de Moulins-Yseure sont vraiment haletants et se lisent comme un polar. Le suspense est extrême. Malheureusement, le lecteur s'aperçoit vite qu'El Hadj et Christophe ne disposent pas de logistique. Ils n'ont pas eu le temps de faire partie du grand banditisme et de pouvoir compter sur des équipes du milieu susceptibles de les cacher ou de les envoyer à l'étranger. En revanche, les médias durant cette journée ont été omniprésents, tenant leurs

rôles de vautours assoiffés de sang. Un guet-apens a été mis en place par la police, et, en fin de journée, ils ont été arrêtés sur la rocade 86.

Quelques mois après, il rencontre Clara et change radicalement de comportement. L'espoir et les études le font basculer dans un autre monde. Il retrouve le désir de construire. Il se met à réfléchir sur lui-même, sur ses relations avec les autres et sur le fonctionnement de la société. Il s'interroge sur les causes de la délinquance et sur ce qui pourrait en être le meilleur « traitement ».

À l'aide d'informations très poussées, de statistiques récentes, de réflexions profondes, il finit par démontrer l'absurdité du système punitif, répressif et sécuritaire. Il est allé puiser aux bonnes sources.

Il rappelle que les alternatives à l'incarcération coûtent moins cher que la prison et entraînent une moindre récurrence. Nous retrouvons le rapport des députés et sénateurs de 2000 à travers les propos d'El Hadj. Sa démonstration rejoint celle dont le titre était explicite : *Prisons, la honte de la République.*

Nous y redécouvrons à quel point l'enfermement est inutile et nuisible pour plusieurs catégories pénales : sans-papiers, petits délinquants primaires, usagers de drogues, malades mentaux, criminels sexuels...

El Hadj nous offre un poème d'un Africain célèbre, Tchicaya u Tam'si :

« Ne pleure pas !
Marche debout !
Il est mort le dos au vent :
Retourne-lui le ventre :
S'il a le ventre dur
C'est qu'il est mort debout ! »

Et il termine par un extrait de son journal, où il se voit envoyé en mission humanitaire en Afrique. C'est le magnifique symbole d'une véritable alternative à la prison !

Jacques Lesage de La Haye

*. El Hadj Omar Top, *Condamné à vivre*, Flammarion, 2012.

Actualités anarchistes de Grèce

Romain

Groupe Sanguin
de la Fédération anarchiste



ATHÈNES, ÉTÉ 2012. La rencontre de quelques anarchistes vivant dans ce pays me permet de faire un bref et modeste retour sur ce que j'ai pu comprendre et percevoir au plan politique, et particulièrement à propos du mouvement anarchiste.

Tout d'abord, il peut être malvenu de parler de mouvement, certains préférant le terme d'«espace», au vu des problèmes d'organisation et de structuration des différents militants. En effet, l'anarchisme est partout en ce moment en Grèce. Sur les murs bien sûr (un militant me disait qu'il y a dix ans les murs de son quartier étaient blancs et qu'ils sont aujourd'hui peuplés d'affiches et d'écrits anarchistes), mais aussi dans la tenue et le style des jeunes gens. On peut de suite penser à une mode, et cela d'autant plus que les organisations et les idées libertaires dans ce pays sont très jeunes. Par exemple, le plus vieux groupe anarchiste (en français, son nom donne à peu près «Union anarchiste») ne rassemble qu'une poignée de gens et date des années quatre-vingt. Or, ce serait aller vite en besogne et oublier le contexte socioécono-

mique récent et la riche histoire de luttes et de réflexions politiques de ce pays.

En effet, bien que tout ce soit accéléré depuis la révolte de décembre 2008 (en lien avec la mort du jeune Alexis Grigoropoulos), et l'arrivée de «la crise» qui se situe à quelques mois près autour de cette période et qui marque une rupture unanimement partagée par le peuple, certaines pratiques et organisations étaient déjà là, et d'autres s'expliquent en partie par ces bouleversements subis unilatéralement.

Espace de démocratie directe

Les assemblées de quartier se diffusent largement. Dans et autour d'Athènes, on en dénombre environ une quarantaine à ce jour. Elles constituent évidemment un espace où les idées anarchistes sont fortement présentes influençant, pour le coup, les pratiques. La démocratie directe est de la partie, systématiquement. Rien à voir avec le mouvement des Indignés (qui a également eu un certain succès en Grèce) puisque ces assemblées existaient bien avant et ont un enracinement local bien

plus conséquent. En prenant, et survolant, l'exemple d'une des premières d'entre elles, on appréciera l'intérêt politique et social de ce genre de pratique.

Dans le quartier populaire d'Athènes nommé «Petralona», en 2003, l'État prit la décision de privatiser une colline sauvage jouxtant ce quartier. Mais c'était compter sans la réaction des habitants qui se sont organisés très vite en assemblée de quartier pour faire reculer ce projet. Depuis, la colline est libre, les assemblées continuent chaque semaine, atteignant dans les moments critiques 1000 personnes, et un centre sociomédical, ainsi qu'un restaurant, ont été ouverts sans aucun lien avec l'État. Ces deux dernières initiatives sont issues de l'assemblée de quartier et fonctionnent de la même façon : assemblée toutes les semaines, horizontalité pour les prises de décisions, tâches qui tournent autour du bénévolat, de la gratuité ou de la participation libre pour tous.

En ce qui concerne l'espace social pour la santé, appelé «Pikpa» (nommé ainsi puisque le bâtiment occupé est un ancien centre médi-

cal pour enfants handicapés), l'État l'avait fermé pour raison économique. Ce squat n'existe que depuis un an environ. Quatre médecins spécialistes viennent y délivrer des consultations gratuites deux fois trois heures par semaine. Ils proposent aussi un échange de savoirs et de transmission afin que les personnes investies dans le squat puissent participer au soutien des personnes en demande d'aide. Les conditions sociales sont bien sûr prises en compte de manière importante et ne sont pas dissociées de l'état de la santé de la personne qui vient consulter. Il y a aussi un groupe « autothérapeutique » qui s'apparente à un groupe de parole pour personnes en demande de soutien psychique. Au rez-de-chaussé, se trouve le lieu réservé aux enfants avec tout un tas de jouets.

Le restaurant, quant à lui, est ouvert tous les jours et peut accueillir 80 personnes. La participation est libre, ce qui implique qu'il est possible d'y manger gratuitement.

Tout se fait dans l'illégalité puisque l'eau, l'électricité sont piratés, la bouffe et les médicaments étant détournés. Et lorsqu'on pose la question d'une éventuelle intervention policière pour fermer tout ça, les gens vous regardent bizarrement, le sourire aux lèvres, vous faisant comprendre que ce n'est pas possible. La légitimité de ces endroits est telle que si l'État venait à les fermer, le quartier pourrait se révolter immédiatement.

Les assemblées de quartiers n'existent pas encore dans tous les quartiers de la capitale, mais elles méritent d'être connues. C'est d'ailleurs ce qui se passe puisque depuis quelques mois seulement, elles se coordonnent au niveau de la ville dans un réseau. En plus des échanges et des solidarités qu'elles engendrent (alimentation, énergie, vêtements, etc.), elles constituent une force politique puissante. À la fois capable de prises de décisions qui débouchent sur des actions concrètes (transformation d'un parking en jardin public ou blocage d'une imprimerie de factures d'électricité), elles sont unificatrices lors des mouvements sociaux et constituent un endroit où la démocratie directe peut vivre et respirer librement. De plus, ces derniers temps, certaines assemblées se sont davantage impliquées dans la lutte antifasciste face à l'essor des néonazis.

Maturation du mouvement anarchiste

En ce qui concerne les groupes anarchistes, eux aussi méritent de s'agrandir. Nombreux dans et autour d'Athènes, il ne regroupent que peu de monde et restent donc limités en termes d'action et de propagations des idées anarchistes. En fait, beaucoup de militants ont reconnu que l'organisation était leur gros problème.

Il y a plusieurs raisons à cela. Le mouvement est jeune et comporte beaucoup de jeunes gens.

D'autre part, beaucoup d'anarchistes rejetteraient, voire mépriseraient, la théorie liber-

taire. Cela est probablement dû au fait que beaucoup d'entre eux associent les intellectuels à la gauche parlementaire et que l'urgence sociale et politique du moment ne laisse que peu de place à la théorie, au profit d'un pragmatisme quelque peu inquiétant par moments.

C'est pour cela que beaucoup de personnes passent par le social pour, dans un second temps, s'identifier et s'exprimer politiquement. Les squats illustrent cela et mériteraient un article entier à eux seuls. Souvent à des fins pratiques, des militants ouvrent un lieu, organisent des activités sociales, culturelles et politiques et affirment ensuite une position idéologique, ce qui les rend ainsi partie prenante de la mouvance anarchiste.

Cela est sensiblement identique dans les facs. En effet, il faut aussi avoir en tête que le courant anarchiste circule beaucoup dans les facs à travers des « squats universitaires ». Profitant d'une vieille loi grecque qui empêche les flics d'entrer dans les lieux d'éducation, les militants ont occupé des salles et y ont construit des lieux autogérés pour héberger leurs réunions, débats, bibliothèques, etc. qui ont comme public le monde universitaire, et parfois plus. Ils publient des magazines et brochures, ils prennent des initiatives pour conduire des actions, ils organisent des appels pour des réunions générales aux universités, ou même des réunions locales avec des habitants. Ils soutiennent les luttes syndicales des travailleurs dans les universités et ils hébergent des moyens d'information alternative comme des stations de radios libres, des serveurs internet anarchistes qui offrent des possibilités importantes.



Sans proposer une liste exhaustive, j'ai appris qu'il y avait quasiment dix groupes libertaires dans et autour d'Athènes. J'en cite quelques-uns à titre d'exemple.

Le groupe Antipnoia, se trouvant dans le quartier de Petralona, existe depuis 2007. Il se réunit dans un local dont le loyer est payé par les membres du groupe. Les cotisations sont libres et servent aussi à fabriquer un journal gratuit tiré tous les 4 à 6 mois à 5000 exemplaires et qui est distribué dans quatre quartiers et dans les squats de la ville. Leur petit nombre (une vingtaine de personnes) rend l'organisation assez simple et leurs statuts assez larges.

Le groupe Alpha-Kappa est un mouvement

anti-autoritaire existant depuis 2003 un peu partout dans le pays. Il se retrouve sur des bases informelles avec comme statuts l'absence de hiérarchie, l'absence d'élections et l'absence de prise de pouvoir. À Athènes, ils se réunissent dans un grand et vieil immeuble au centre d'Exarchia qu'ils louent pour en faire un centre socioculturel autogéré. Ils fonctionnent en assemblées ouvertes et utilisent le vote pour la prise de décision. Surfant sur un courant postmoderne, il publie un magazine tous les trois ou quatre mois, que les membres du mouvement s'approprient en le vendant eux-mêmes pouvant ainsi récupérer 50 % du prix coûtant. Ils ont dû abandonner le journal vendu en kiosque pour des raisons financières. Apparemment peu apprécié du mouvement libertaire grec, il leur est reproché une ouverture aux médias bourgeois et une hiérarchie, dans les faits, trop importante.

Le groupe communiste libertaire existe depuis 2008 et regroupe une quinzaine de personnes. Ils sortent une revue qui s'appelle *Utopia*, alimentent un blog et organisent différentes actions à des fins de diffusion des idées anarchistes. Ils prennent leurs décisions à l'unanimité et donnent ce qu'ils veulent pour financer le loyer et le matériel de propagande. Ils partagent un local avec deux autres groupes anarchistes, dont les noms traduits en français donnent « Anarchistes pour la libération sociale » et « En route ».

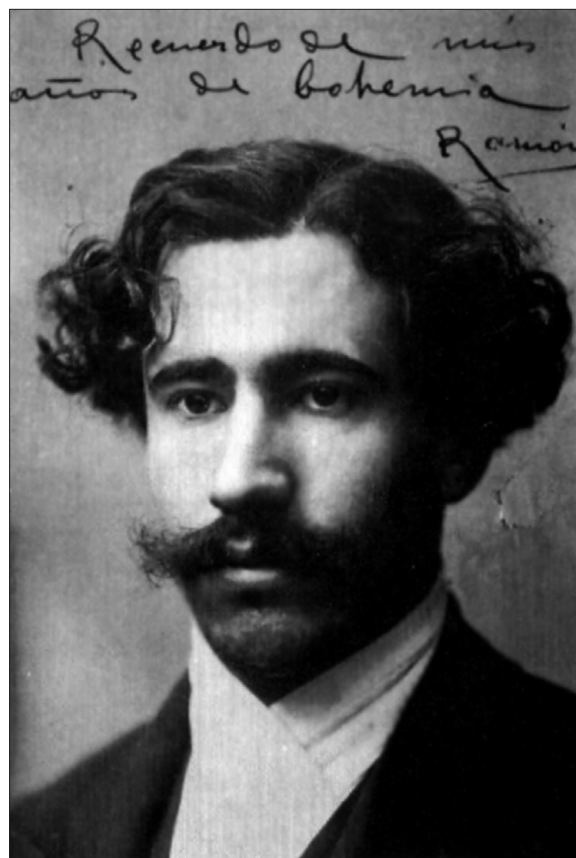
Tous ces groupes comportent bien sûr des nuances politiques mais présentent malgré tout une certaine unité, puisque certains d'entre eux (quatre ou cinq groupes) se réunissent toutes les semaines lors d'une des deux assemblées anarchistes ayant lieu à la fac polytechnique dans le quartier d'Exarchia. Cette assemblée définie « pour l'autogestion sociale » existe depuis septembre 2010 et regroupe chaque semaine une quarantaine de personnes, dont certaines sont mandatées par leur groupe. Actuellement il serait question, au sein de cette assemblée, de constituer une fédération anarchiste afin d'avoir un poids politique plus important. Dans un premier temps entre certains groupes, puis avec toute la mouvance anarchiste. Cela semble bien sûr très compliqué, à la fois entre les groupes entre eux et entre les groupes et les individualistes...

L'autre assemblée anarchiste, ayant également lieu chaque semaine et au même endroit, est une assemblée ouverte existant avant la crise et où se trouvent plutôt des anarchistes individualistes et insurrectionnalistes. Cette assemblée-là souffre de divisions en lien avec les questions insurrectionnalistes, et cela d'autant plus après la mort d'employés de banque en mai 2010 lors d'une grève générale.

J'ai volontairement omis de parler des anarchistes organisés dans le syndicalisme. Cela fera l'objet d'un prochain article dans le *Monde libertaire*, avec l'interview d'un syndicat anarchiste grec (ESE). **R.**

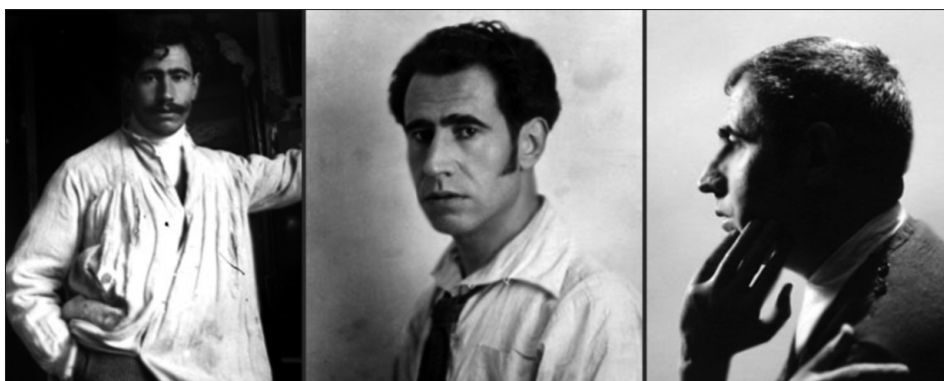
Ramón Acín

Pédagogue, journaliste et artiste libertaire de la CNT



Daniel Pinós

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste



RAMÓN ACÍN est né le 30 août 1888 à Huesca dans le Haut Aragon. Il fut avant le déclenchement de la guerre civile, en 1936, un des principaux militants anarcho-sindicalistes de cette région à forte implantation libertaire. Acín fut également un pédagogue novateur, un écrivain, un chroniqueur talentueux, et un peintre et sculpteur d'avant-garde.

Il adhéra à la CNT en 1913. À partir de là, il fut à plusieurs reprises le délégué des cénétistes de Huesca, lors des congrès de la CNT de 1918 à 1936. Son engagement lors de différents soulèvements sur les terres aragonaises et ses écrits le condamnèrent à plusieurs reprises à l'exil et à la prison. C'est ainsi qu'il vécut à Paris de 1926 à 1931. C'était un militant très réservé sur l'usage de la violence, il avait une vision humaniste et tolérante de l'anarchisme.

Il créa dès 1913 à Barcelone, la revue *La Ira* (« La Colère »). Plus tard il participa à la rédaction de nombreuses revues anarchistes

en Aragon et en Catalogne : *Floreal*, *El Talió*, *Cultura y acción*, *Lucha social* et *Solidaridad obrera*. Il publia de nombreuses critiques idéologiques, des textes autobiographiques, des articles sur l'art, mais aussi des dessins humoristiques. Il écrivit aussi dans la presse régionale, dans *El Diario* de Huesca notamment.

Sa conception de l'art était indissociable du combat collectif, il côtoya, en Aragon, à Madrid, à Barcelone et en exil à Paris, des personnalités comme Juan Gris, Picasso, García Lorca et Buñuel. Dans son livre *Ramón Acín, une esthétique anarchiste et d'avant-garde*¹, Sonya Torres Planells écrivait : « Ce qui caractérise l'œuvre d'Acín, c'est la recherche incessante, le renouveau constant, la radicale liberté dans le traitement des formes et du langage. »

Ramón Acín a publié plus de quatre-vingts dessins et caricatures contre l'absurdité de la guerre, l'oppression religieuse, la monstruosité de la corrida et tant d'autres thèmes qui le

révoltaient. Influencé par les surréalistes, il réalisa plusieurs collages et signa plusieurs manifestes artistiques.

Il réalisa le monument des Pajaritas (cocottes en papier) devenu aujourd'hui l'un des symboles de Huesca. À Madrid, en 1931, il exposa des sculptures expressives en plaques de métal découpées intitulées *La Danseuse* et *Le Garrotté* qui connurent un grand succès. Après avoir gagné une grosse somme d'argent à la loterie nationale, il produit en 1933 le film de Buñuel *Terre sans pain* (*Las Hurdes*)². L'activité de pédagogue de Ramón Acín a débuté, en 1916, à partir de sa nomination comme professeur de dessin à l'École normale de Huesca. C'est dans cet établissement qu'il développa son activité d'enseignant et ceci jusqu'à la fin de ses jours.

Le travail d'éducateur de Acín fut durant vingt années étroitement lié au mouvement libertaire. Pour lui, l'éducation du peuple devait non seulement être un devoir, mais

aussi un droit élémentaire, un élément indispensable afin de parvenir à créer les conditions d'une révolution sociale. En tant qu'anarcho-syndicaliste, il avait une inclination particulière pour les bibliothèques, les publications, les écoles et les activités culturelles en général. Il tint toujours compte de l'élément populaire, il donnait ses leçons à l'école, mais son activité pédagogique s'étendait à tout son environnement humain. Il offrait ses connaissances à tout moment et en tout lieu. Beaucoup de ses disciples se souviennent des leçons du maître dans les lieux les plus divers (à l'école, dans son studio de peintre, au café, dans la rue, etc.).

Partant des principes de l'anarchisme, son travail allait dans le sens d'une transformation des individus à travers l'enseignement, avec pour objectif concret l'émancipation économique et sociale, la divulgation de méthodes scientifiques pour générer des préoccupations sociales chez ses élèves.

Le modèle français était une référence pour Acín. Il s'inspirait des expériences d'éducation active et de coéducation initiées par Paul Robin à Cempuis. En 1898, en France, un Comité pour l'enseignement anarchiste avait été créé, par opposition avec l'enseignement bourgeois et religieux. Ce comité était animé par Reclus, Ardouin, Tolstoï, Grave et son insipide Kropotkine.

Le comité défendait un enseignement intégral, rationnel, mixte, respectant des critères de liberté. Pour les intégrants de ce comité, il était nécessaire de supprimer la discipline qui engendre le mensonge, les programmes annulant l'originalité, l'initiative et la responsabilité, enfin les classements créateurs de rivalités, de jalousies et de haines.

Le positionnement de Acín s'inspirait des travaux de ce comité, il contenait un important élément rationaliste, il s'agissait également pour lui de continuer le chemin initié par les penseurs « régénérationnistes » espagnols et les pédagogues de l'École moderne avec à sa tête Francesco Ferrer à Guàrdia. Les idées de l'École moderne étaient inspirées par des théoriciens ou des intellectuels comme Bakounine, Faure, Grave, Maeterlink et Jean Jaurès.

La défense de l'indépendance de l'enseignement contre toute influence religieuse supposait un affrontement avec les institutions qui avaient durant des siècles monopolisé le système éducatif religieux et bourgeois, le défenseur des valeurs les plus conservatrices de la société.

Les principes du « régénérationnisme » en éducation furent exprimés par l'Institut libre d'enseignement (ILE). Cet institut fut fondé en 1876. L'ILE exigeait l'amélioration de la qualité de l'enseignement, des salaires dignes pour les enseignants, des formations adéquates pour les professeurs, la rénovation des programmes et des méthodes, la coopération entre les professeurs et la famille.

Ces programmes eurent beaucoup d'impact sur Ramón Acín. La défense de l'environnement, la tradition agraire et la lutte pour la création de retenues d'eau et de canaux pour l'agriculture faisaient également partie des préoccupations d'Acín. Il reprenait des programmes qui abordaient la question sociale à travers le renouveau de l'enseignement, le développement des territoires désertiques d'Aragon, la création de routes et de chemins, d'œuvres hydrauliques, d'écoles techniques, d'instituts de prévision, d'investissements dans la recherche scientifique et dans le domaine de la reforestation. Tous ces principes étaient diffusés par Acín dans la presse libertaire et régionale de l'époque.

Ramón Acín ne permit jamais que ses filles subissent une éducation traditionnelle. Katia et Sol Acín ne furent jamais inscrites au collège. C'est leurs parents, tant qu'ils restèrent en vie, qui assurèrent leur éducation, au travers de jeux, de lectures choisies, d'excursions, de projections cinématographiques et de l'expression artistique. Il n'était question que de permettre le libre développement de la personnalité, sans aucune imposition et toujours selon l'intérêt des enfants. Le cinéma et la lecture furent essentiels dans cette formation. Les films de Tarzan, Buster Keaton, Charlie Chaplin et les dessins animés faisaient partie de cette éducation, de même que des lectures comme *Le Livre de la jungle* de Kipling.

En 1922, il ouvrit une Académie populaire de dessin dans sa propre maison. Lorsqu'il rentrait de l'École normale où il enseignait, il donnait des cours du soir gratuits aux ouvriers, comme le rappelle Luis Buñuel dans sa biographie *Mon dernier soupir*. Selon les témoignages de ces ouvriers qui furent ses élèves, Acín se montrait d'un caractère ouvert, compréhensif, tolérant et très affable, faisant preuve d'un humour intarissable. Le respect et l'amitié reliaient Acín à ses élèves, la preuve est apportée par la collaboration de certains d'entre eux à la création de ses œuvres.

Durant toute sa vie, Ramón Acín collectionna des objets anciens de toute origine, avec l'intention de créer à Huesca un musée des métiers au carrefour des arts et des traditions populaires, afin de maintenir en vie la mémoire et le patrimoine du peuple aragonais.

La participation d'Acín à l'organisation du premier Congrès de techniques d'impression à l'école – congrès d'enseignants organisé dans sa ville de Huesca durant l'été 1932 – démontre le rôle important qu'il joua dans l'introduction de nouvelles méthodes pédagogiques. Un des principaux apports de ce congrès fut de faire pénétrer l'imprimerie dans l'école, technique de Célestin Freinet qui permettait aux élèves d'écrire et d'illustrer ensemble leur propre revue, ce qui les responsabilisait et les préparait à réaliser des travaux en équipe.

À l'occasion du second Congrès de techniques d'impression à l'école, organisé à nou-

veau à Huesca en 1935, Ramón Acín écrit un article dans le journal *El Diario de Huesca*. Acín y met en évidence l'importance de la technique Freinet et le travail réalisé par les congressistes : « Confronté à ces enseignants congressistes et leurs méthodes, je suis parvenu à espérer qu'un jour l'intelligence des enfants n'aura plus à se perdre sur les chemins de la bêtise. Un jour viendra, où l'on ne jugera plus de la valeur d'un enfant pour un "h" de plus ou de moins, pour une virgule dans une décimale [...], ou pour un passé plus-que-parfait que tous les gens de grand savoir ont eu un jour le bon goût d'oublier ».

Le 6 août 1936, quelques jours après le début de la guerre civile et le soulèvement fasciste en Aragon, la police fit irruption au domicile de Ramón Acín, à Huesca. Ne trouvant pas le militant cénétiste, les policiers rouèrent de coups sa femme Conchita Monrás jusqu'à la faire hurler de douleur. Acín, qui était caché à l'intérieur de la maison, se livra alors à la police afin de mettre fin au calvaire de sa compagne. C'est ce jour-là que Ramón Acín fut conduit en compagnie de quatre autres cénétistes jusqu'au mur du cimetière de Huesca contre lequel ils furent fusillés. Ce même jour, les fascistes fusillèrent 120 personnes. Conchita Monrás fut arrêtée le 6 août, comme son compagnon. Le 23 août, elle fut fusillée. Ce jour-là 138 personnes furent exécutées à Huesca.

La vie de Ramón Acín et sa lutte pour la liberté sont représentatives d'une partie de l'histoire d'Espagne, celle que beaucoup, au nom de la paix sociale, ont voulu nous faire oublier durant les années de la transition vers la démocratie. Aujourd'hui, en Espagne, grâce aux actions menées par de nombreuses associations pour la récupération de l'histoire, le peuple retrouve cette mémoire qui donne de la force et du sens à notre vie. L'existence de l'anarcho-syndicaliste Ramón Acín est un parcours à travers les terres d'Espagne et à travers une époque marquée par de profonds et sincères idéaux. La mort d'Acín et celle de nombreux compagnons de la CNT en Aragon fut le prélude à un massacre qui laissa les peuples d'Espagne désorientés et soumis, comme le souhaitaient leurs bourreaux... Mais ni la mort ni le feu ne parvinrent à vaincre l'idéal de Ramón Acín, celui pour lequel lutta tout un peuple solidaire. **D.P.**

1. Sonya Torres Planells, *Une esthétique anarchiste et d'avant-garde*, éd. Virus, Barcelone.

2. Cet « essai cinématographique de géographie humaine » provoqua un grand scandale lors de sa sortie. Il fut interdit jusqu'en 1937 par le gouvernement républicain qui lui reprochait de montrer une image misérable de l'Espagne.



Cesare deve morire (César doit mourir) de Paolo et Vittorio Taviani. Sortie nationale le 17 octobre 2012.

UN DRAP BLANC ÉTENDU sur un corps d'homme. Dans les westerns, c'est souvent une ruse pour échapper aux coups qui pleuvent alors que l'homme, dont le corps était visé, s'est esquivé depuis un moment (voir *L'homme des hautes plaines*). Ici, le corps est bien là. Celui qui incarne César est allongé sans vie. Ce drap blanc fait un effet du tonnerre de dieu sur l'auditoire, des détenus de la prison Rebibbia (prison de haute sécurité de Rome), accrochés à leurs barreaux (noirs), qui crient depuis leurs cellules ouvertes sur la cour, leur approbation à la mise à mort. Mais comme toutes les foules, ils sont influençables, ils contestent le verdict aussi rapidement qu'ils étaient prêts à l'applaudir. Et c'est Brutus qui va mourir maintenant et demander de l'aide aux autres pour y arriver. Brutus qui a aimé César plus que les autres, qui a tué par amour pour le peuple, pour la justice. Salvatore Zazà Striano, qui incarne Brutus, a purgé sa peine à Rebibbia. Condamné à quatorze ans, il a été libéré au bout de six ans pour bonne conduite. Il est devenu acteur¹.

Les Taviani utilisent le noir et blanc pour la mise en scène de théâtre et les répétitions en prison. Ils expliquent : « Le noir et blanc n'est pas réaliste, il fallait éviter de tomber dans le naturalisme de la couleur cher aux dramatiques télévisuelles. Le noir et blanc nous a permis de tourner dans une cellule où Brutus répète son monologue "César doit mourir". Le noir et blanc permettait aussi de souligner le passage du temps, de revenir aux temps anciens, de la façon la plus simple et efficace à la fois². »

L'usage de la couleur serait donc réservé à la vraie vie ? En effet, et les Taviani ne l'utilisent que pour filmer les rares séquences en dehors de la prison ou pendant le court moment où les spectateurs de l'extérieur, fouillés comme

il se doit, pénètrent dans la grande salle de la prison où aura lieu la représentation. Le film commence et se clôt avec le début et la fin de cette pièce faite sur mesure pour les anciens caïds, les trafiquants de drogue, les mafieux et les criminels aux délits divers qui se trouvent dans cette prison de haute sécurité. Faire jouer le *Jules César* de Shakespeare à des détenus est finalement une idée géniale. Mise en abîme des ambitions, échecs dans la lutte pour le pouvoir, tentatives d'échapper à la loi du silence, d'éviter le complot et la trahison, finalement les rebondissements de la pièce sont autant de miroirs de leur propre vie et de leurs rêves déçus que les Taviani, ces deux octogénaires malicieux, servent sur un plateau aux acteurs-délinquants. Des moments fulgurants de la révélation de soi succèdent à des instants de prise de conscience de leur terrible solitude : « Ce travail me fait prendre conscience de l'étroitesse de ma cellule », dit un des détenus acteurs. Celui qui incarne Brutus est proprement bouleversant quand il répète son texte tout en travaillant pour la prison à nettoyer les couloirs, à passer la serpillière et à se fâcher quand un « collègue » n'a pas la même concentration que lui.

Pendant les auditions qui décident s'ils vont jouer ou non dans la pièce, les Taviani insistent pour qu'ils se présentent personnellement. Ce faisant, ils s'expriment avec leur « italien », leurs dialectes, leurs argots et ainsi les expressions et mimiques authentiques viennent naturellement. Ce sont des scènes inoubliables, les acteurs se révèlent dans une intonation de voix, dans un accès de rage vite réprimé, juste en disant leur nom et leur ville ou leur village d'origine. Ainsi ravivent-ils la mémoire puissante des origines. D'où viennent-ils ? Qu'ont-ils fait pour moisir ici à per-

pétuité ? Ils viennent de toute l'Italie, de la Sicile au Piémont, le pêcheur et l'ouvrier d'usine, l'ouvrier agricole et le berger, le pick-pocket et le mafieux, l'ex-junkie et son dealer ; la prison rassemble tout le monde. Les deux metteurs en scène surveillent et stimulent leurs capacités de jeu, suscitent leurs qualités d'élocution, les expressions et les gestes qui n'appartiennent qu'à eux. Même confinée, enfermée, la beauté de ces visages est là, grave, burinée par une vie dure et les bêtises de gamin qui les ont entraînés dans le cercle vicieux des crimes d'honneur et des abjections. Shakespeare est revisité par leur grille de lecture, leurs paroles, leur prononciation singulière et surtout leurs mimiques. Le texte est donc retravaillé en permanence, enrichi, modelé ; comme toutes les grandes œuvres, il se prête merveilleusement à ces modifications. C'est une nécessité pour ces rejetés de la vie, ces confinés au mitard, au secret, ces jouets à matons, de se prendre au jeu, fascinés par cette folie de la récitation (plus vécue que déclamée, tout au contraire acceptée, revendiquée à la fin) et jalouxés par tous ceux qui sont seulement renvoyés à leur poste d'observateurs et restent derrière les barreaux. Qu'importent les costumes presque ridicules car trop réalistes de la représentation, cette épée qui ne peut trancher, cette toge qui ne tient pas. Leurs visages et leur ferveur font oublier toutes les fautes de goût et de couleurs.

Heike Hurst

1. Zazà (Salvatore Striano) a joué dans *Gomorra* de Matteo Garrone, adapté du roman homonyme.

2. Déclaration de Paolo et Vittorio Taviani.

Un sage un peu décalé



Diogène de Sinope, par Raphaël.

JE VIENS DE TERMINER la lecture du dernier livre de Georges Picard, *L'Hurluberlu ou la philosophie sur un toit**, et voici qu'après cela, j'en suis à me demander ce qu'est exactement un livre. Il existe en effet des livres qui ne sont pas des livres quoiqu'ils en adoptent la forme, des livres qui devraient plutôt figurer dans la rubrique des magazines. L'excellence du dernier livre de Picard me conduit à mieux comprendre ce qu'est un vrai livre et en quoi il se différencie de ceux qui n'en sont pas. En général, c'est dans les librairies que l'on trouve les vrais livres, mais même dans les points de vente qui leur sont réservés, les vrais livres continuent à côtoyer les faux. Ce n'est pas que ces *fac-simile* de livres, qui devraient d'ailleurs être classés parmi les magazines, ne présentent aucun intérêt, c'est seulement qu'ils ne sont pas à leur place de (qu'on me pardonne ce néologisme mais il me semble correspondre à la fonction) «divertisseurs occasionnels». Ce n'est pas non plus que leur présence soit gênante, c'est seulement que leur nombre croissant s'abat comme une avalanche de plumes sur le paysage des pensées, noyant sous un flot de blancheur indistincte les éléments saillants du relief qui permettraient d'avancer. Un vrai livre se distingue d'un faux par la proposition de sens qu'il contient. Ce sens peut se résumer à une posture, au développement de celle-ci dans la temporalité du texte, à l'examen de ses conséquences. Une histoire plaisante mais sans réalité ne fait pas de proposition de sens. Elle est écrite pour être consommée comme un tube radiophonique mais elle n'apporte qu'un plaisir immédiat, un plaisir qui fait du bien mais qui ne permet pas d'avancer. D'avancer vers quoi, demandera-t-on? Et voilà bien la vraie question. Car si le plaisir, même amputé du sens, fait du bien, il n'apprend rien. Il ne

renseigne en rien sur l'énigme de la situation humaine. Amputé du sens, le plaisir ne saurait faire le point. Il n'a donc pas de point de vue, point d'autre en tout cas que la recherche d'une satisfaction immédiate. Au-delà, son ciel est plus vide que celui du vide physique.

Maintenant que je tiens un vrai livre, je ne le lâche plus. J'ai lu tous les livres de Georges Picard. Les livres lus qui ont marqué laissent en soi comme une présence encore chargée de tous ses possibles. J'ai donc dans la tête l'univers de Picard dont j'ai déjà dit qu'il était une sorte de médecin de l'âme humaine. Jusqu'ici, par une œuvre déjà considérable, il s'était appliqué à souligner méthodiquement les travers de la mentalité humaine, comme si livre après livre, il avait affiné son diagnostic et réfléchi à la façon de traiter toutes ces pathologies apparues en même temps que la société consumériste. Il était fatal qu'un esprit aussi fin que le sien finisse par inclure dans cette traque méthodique de la vérité humaine, le scripteur lui-même, point de focalisation et racine en même temps de tous ces sentiers d'exploration. Le lieu du sens se trouve donc au centre même du lieu d'émission, c'est-à-dire du scripteur lui-même. L'écueil à éviter était l'introspection. Picard a choisi de s'exposer dans l'examen de sa propre posture, une posture décalée par rapport à l'ordre normatif, mais pas du tout décalée dans la perspective du désordre naturel qui possède son ordre à lui, sa temporalité, son équilibre. Un jour, l'hurluberlu installe ainsi une tente sur le toit de l'immeuble qu'il habite et commence à y vivre en compagnie d'un chat plus ou moins errant. Hurluberlu. Que met-on habituellement derrière ce qualificatif? En général, l'image d'un type «à côté de la plaque». Or il se trouve que ce type à côté de la plaque est justement celui qui philosophe sur le toit. Oh,

il ne s'agit pas de l'un de ces ouvrages didactiques où l'on répond à des questions de béotiens par des énormités philosophiques. Il s'agit de l'état de pensée philosophique, de cet aire où le sens, dans le mouvement tournant de ses ressassements, espère trouver une direction capable pour une fois de satisfaire l'homme entier. Georges Picard n'est pas le genre d'écrivain à vaticiner. Il se borne par son œuvre à souligner nos maux inutiles et la façon d'y échapper.

Je me demandais au départ de cet article ce qu'était un vrai livre. C'est d'abord un livre puissant. C'est ensuite un livre qui est à peu près le contraire d'une bible. On y développe seulement un autre sens de l'orientation, une autre façon de regarder, une autre façon de penser qui n'oublie rien du paysage d'avant et qui ne marche pas dans les combines de l'immédiateté virtuelle. Écoutons un peu Georges Picard : «Dans une librairie du quartier, j'ai feuilleté au hasard des pages de plusieurs romans récents. Pourquoi ai-je eu l'impression de lire une langue étrangère? Du reste, c'est moi qui suis étranger à une forme d'esprit que je ne comprends pas, à une langue qui cherche à susciter une excitation artificielle, à des histoires d'une platitude ou d'une vulgarité à faire pouffer ou pleurer.» «La connerie domine merveilleusement son affaire, mais l'exigence et la sincérité aussi. Entre les deux parties, aucune compétition : la première l'emportera toujours, tandis que la seconde a besoin de ne pas l'emporter, c'est sa nature de n'être jamais triomphante. Elle reste ainsi de plain-pied avec la vie.»

Claude Margat

*. Georges Picard, *L'Hurluberlu, ou la philosophie sur un toit*, Éditions José Corti, 156 pages, 16 euros.

Le **Cira** de Marseille fait peau neuve

LE CIRA DE MARSEILLE (Centre international de recherche sur l'anarchisme) a inauguré les samedi 13 et dimanche 14 octobre son nouveau local situé au 50 rue Consolat.

Fondé en 1965 par quelques militant(e)s anarchistes, notamment René Bianco, désireux de sauvegarder notre mémoire collective en conservant tout ce qui traite de l'anarchisme (documents imprimés, audios, vidéos, numériques et autres archives personnelles de militants), le Cira de Marseille n'était au début qu'une annexe de celui de Lausanne. Il est devenu plus autonome à mesure que croissait son fonds d'archives. Il a connu plusieurs adresses. Hébergé depuis 1991 dans un appartement en étage de la rue Saint-Dominique, il est resté à cette adresse jusqu'en décembre 2011, date à laquelle la ville a mis fin à son bail.

Une réserve financière constituée depuis une dizaine d'années grâce à divers moyens : sensibilisation des militants et des chercheurs afin qu'ils adhèrent au Cira ; vente de cuvées de vin ; enfin un appel à la solidarité relayé notamment par *Le Monde Libertaire*, a permis l'acquisition d'un local non loin de la gare Saint-Charles, mettant ainsi les archives et activités du centre à l'abri d'une expulsion.

Restait aux militants et autres bénévoles à aménager ce local pour lui permettre d'accueillir dans de bonnes conditions les archives et activités du centre installées désormais au 50, rue Consolat, en rez-de-chaussée, ce qui facilite grandement son accessibilité. Cela a

demandé une grande énergie aux personnes présentes à Marseille et dans la région, qui ont fait elles-mêmes les travaux nécessaires. En particulier, la réalisation des rayonnages de l'impressionnante bibliothèque et la construction d'une mezzanine en armature métallique pour augmenter la capacité de stockage.

Tous ces importants travaux se sont échelonnés durant l'année 2012 jusqu'à l'inauguration.

Dès le samedi matin 13 octobre, les portes étaient ouvertes et deux tables sur la rue proposaient aux voisins et passants une braderie de livres et de revues à prix libre.

À l'intérieur, un buffet attendait les visiteurs ainsi que des animations chansons : Meille avait cette fois troqué ses outils pour une guitare, afin de régaler l'auditoire de son répertoire Brassens-Ferré-Tachan ; il fut suivi par Maryvonne, disant du Gaston Couté.

Dans l'après-midi, le groupe Mise Babilha une chorale d'une dizaine de femmes marseillaises est venue charmer les oreilles en « occitan provençal ».

La soirée s'est prolongée tard dans la nuit, nourritures et boissons à discrétion.

Ceux qui n'avaient pas pu se déplacer le samedi et ceux qui avaient apprécié cette première journée ont pu revenir le dimanche, où, dans la soirée, les chanteurs René Rouzet et Christian Donati ont donné leur récital.

Entre les adhérents (certains venus de loin pour l'occasion) et les voisins de la rue, près d'une centaine de personnes sur deux jours



ont pu découvrir ces nouveaux locaux et partager quelques instants de convivialité.

À noter que le Cira Marseille, lui-même adhérent à la Fédération internationale des Centres d'études et de documentation libertaires (FICEDL) organise régulièrement des débats, tables rondes et expositions avec des auteurs et éditeurs. Outre les bulletins consacrés à des études historiques, il publie une *Feuille d'infos* mensuelle depuis 1999.

Éric B-C

Cira, 50, rue Consolat, 13001 Marseille.

Tél. : 09 50 51 10 89

Site web : cira.marseille.free.fr

Courriel : cira.marseille@free.fr

Permanences : du mardi au vendredi de 15 heures à 18 h 30, prolongation jusqu'à 21 heures le mardi.

SUD-Éducation invite la Librairie du Monde libertaire

LES 25 ET 25 OCTOBRE DERNIERS SUD-Éducation organisait un colloque syndical et universitaire à Paris. Comme l'année dernière, notre librairie était cordialement invitée à tenir une table de presse à cette occasion. Il faut préciser que le thème de ce colloque ne pouvait nous laisser indifférents : « La place des rapports hiérarchiques dans la souffrance au travail. L'exemple du secteur public ».

Tout ceci se déroulant sous l'égide de la Fédération SUD-Éducation dans le cadre d'un stage national anti-hiérarchie, les organisa-

teurs ont donc pensé – à juste titre – que sur ce thème, les libertaires avaient des choses à dire et à communiquer. D'où leur invitation fraternelle pour laquelle nous les remercions. Ces deux journées ont tenu leurs promesses quant à la fréquentation de notre table de presse (la seule avec celle de SUD-Éducation) : visites, coups d'œil, questions, pas mal de ventes de nos ouvrages...

Bref, deux journées bien remplies. À refaire l'année prochaine.

R. P.

Nouvelles liaisons de la Fédération

Un groupe George-Orwell de la Fédération anarchiste vient de se monter à **Martigues**, dans les Bouches-du-Rhône (13), vous pouvez le contacter à l'adresse groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à **Toulouse**, en Haute-Garonne (31). Vous pouvez contacter le groupe Libertad à l'adresse toulouse@federation-anarchiste.org Son site Internet : www.fatoulouse.lautre.net

Un autre nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à **Brest** dans le Finistère (29). Vous pouvez le joindre par courriel à l'adresse brest@federation-anarchiste.org

Vous pouvez contacter la liaison de **Mantes-la-Jolie** dans les Yvelines à l'adresse mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org

Une liaison est désormais présente à **Abbeville** dans la Somme. Vous pouvez la joindre au courriel abbeville@federation-anarchiste.org

Une liaison est présente à **Meaux** en Seine-et-Marne. Vous pouvez la joindre via le Secrétariat aux relations intérieures de la FA : relations-interieures@federation-anarchiste.org

Une nouvelle liaison est présente dans le département de l'Ain à **Bourg-en-Bresse**. Vous pouvez la contacter à l'adresse bourg-

en-bresse@federation-anarchiste.org

Enfin, le groupe Fresnes-Antony nous fait part de son nouveau de baptême : groupe Anar'tiste-Avant-garde-Antony, à **Antony**, dans les Hauts-de-Seine.

Vous pouvez consulter la liste régulièrement mise à jour des 106 groupes et liaisons de la FA : www.federation-anarchiste.org Thionville

Un deuxième groupe de La Fédération anarchiste s'est créé en Moselle.

Pour tout contact : groupedemetz@federation-anarchiste.org qui transmettra.



Jeudi 8 novembre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Vendredi 9 novembre

Les oreilles libres (14 h 30) Musique. La période parisienne d'Art Ensemble of Chicago.

Samedi 10 novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres.

Deux sous de scène (15 h 30) Eléonore Bovon pour son spectacle *Montand, la voix des poètes*, avec François Bernat et Pierre Inza jusqu'au 30 décembre au Théâtre Darius, Paris.

Dimanche 11 novembre

Restons éveillés ! (00 h 00) Libre antenne.

Lundi 12 novembre

Trous noirs (16 heures) Liber... terre, Philippe Pelletier, auteur de *Elisée Reclus, géographie et anarchie*, évoque la vie et les idées de ce militant anarchiste essentiel.

Mardi 13 novembre

Artracaille (11 heures) Sans foie ni l'oie. Nous lirons tout d'abord un extrait de *Prospectus et tous écrits suivants* de Jean Dubuffet, une anthologie en quatre tomes de ses propos et écrits.

Voix de l'anarchisme international (14 h 30) Saint-Imier Chili : Penelope, Felipe, Jorge évoquent les luites des étudiants, des Mapuche, et en Patagonie.

Pas de quartiers (18 heures) Sous réserve : l'émission du groupe Louise-Michel recevra Martine, philosophe, kiné, enseignante et soignante aux méthodes thérapeutiques originales. Tous à vos radios à oreillettes.

Paroles d'associations (19 h 30) Serge Utgé-Royo nous présentera son nouvel album *L'Espoir têtù*, ainsi que ses concerts à l'Européen des 18 et 19 novembre.

Mercredi 14 novembre

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10 h 30) Eleanor Ellis, blueswoman de la côte Est.

Femmes libres (18 h 30) Autour du livre *La Face cachée du genre. Langage et pouvoir des normes*, sous la direction de Natacha Chetcuti et Luca Greco, Presses Sorbonne Nouvelle.

Ras les murs (20h30) Informations et analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 15 novembre

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Journée universelle des enfants : «Contes contre les jouets guerriers», par Gérard du Rare.





Du 12 au 24 novembre

Besançon (25)

Exposition *Espagne 1936, les affiches des combattants de la liberté*. MJC de Palente, 24, rue des Roses.

Jeudi 8 novembre

Paris V^e

20 heures. Cinéma La Clef, 34, rue Daubenton. Quand agro-caburants riment avec exploitations humaines. Projection de *La Face cachée des agro-carburants*, d'An Baccaert, Nico Muñoz et Cristiano Navarro, suivie d'un débat.

Grenoble (38)

20 heures. La bibliothèque Antigonne organise un débat autour du livre *Éloge de la passe: le sport est-il un outil de lutte libertaire?* Avec la présence de Wally Rosell, coordinateur du livre. Antigonne. 22, rue des Violettes.

Vendredi 9 novembre

Besançon (25)

18 heures. Rencontre avec Karim Madani, auteur de polars, dans le cadre du concert de Oxmo Puccino. Pas serial s'abstenir. Salle de concert la Rodia.

23h30. Vers la guerre de basse intensité généralisée avec Philippe Godard. Librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

Paris XI^e

19 h 30. Projection de *Bernard, ni dieu ni chaussettes*, documentaire de Pascal Boucher, suivie d'une discussion. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, M^o République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Samedi 10 novembre

Bobigny (93)

21 heures. *Le grand retournement*. Projection-débat en avant-première en présence du réalisateur Gérard Mordillat, de Frédéric Lordon et des comédiens. Magic Cinéma, rue du Chemin-Vert.

Dimanche 11 novembre

Besançon (25)

11 heures. Rassemblement antimilitariste. 11, rue Battant, devant la Maison du peuple.

Paris XI^e

17 heures. Soirée de soutien pour le local libertaire La Rue. Avec Grrzzz (tekno-kore, Kambrouz), Bitpart (punk, Paris) et les Scraps (hardcore vétérans, Lille). CICIP, 21 ter, rue Voltaire.

Mardi 13 novembre

Saint-Denis (93)

19h30. Pour une évolution révolutionnaire. Intervention de Bernard Teper, coanimateur du Réseau édu-

Du 10 au 16 novembre

Cuisery (71)

La librairie associative Les chats noirs organise une exposition sur la guerre 14-18. Elle se tiendra à la salle multi-usages du Palace de Cuisery. L'entrée est libre et gratuite tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Nous nous retrouverons pour partager le verre de l'amitié le samedi 10 novembre à 19 heures avec une présentation de la guerre de 14-18, des lectures de textes, des lettres de poilus, et une projection.

cation populaire. Auteur avec Michel Zerbato de *Néolibéralisme et crise de la dette*. Bourse du travail, M^o Porte-de-Paris.

Saint-Jacques-de-la-Lande (25)

19 heures. Léo 38, Ferré a *cap-pella*. Une confiance du chant au parlé prenant racine dans les entretiens de Léo Ferré. Mise en scène et interprétation: Monique Brun. La Ferme du Haut-Bois.

Jeudi 15 novembre

Paris XII^e

19 heures. Algérie-Nanterre, 1961-1962: terrains vagues de la mémoire. Rencontre avec Monique Hervo et Laurent Maffre, auteur du roman graphique *Demain, demain: Nanterre, bidonville de La Folie*. Médiathèque Hélène Berr, 70, rue de Picpus.

19h30. 520 ans et plus de résistance: les Mapuche. Repas-débat avec Sergio Zamora et des représentants des Mapuche. Café associatif La Commune, 3, rue d'Aligre. Réservation au 06 17 62 51 11.

Vendredi 16 novembre

Besançon (25)

20h30. Conférence sur la «communalité» et les problèmes des paysans de l'isthme de Tehuantepec (Mexique) avec Carlos Manzo. Librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

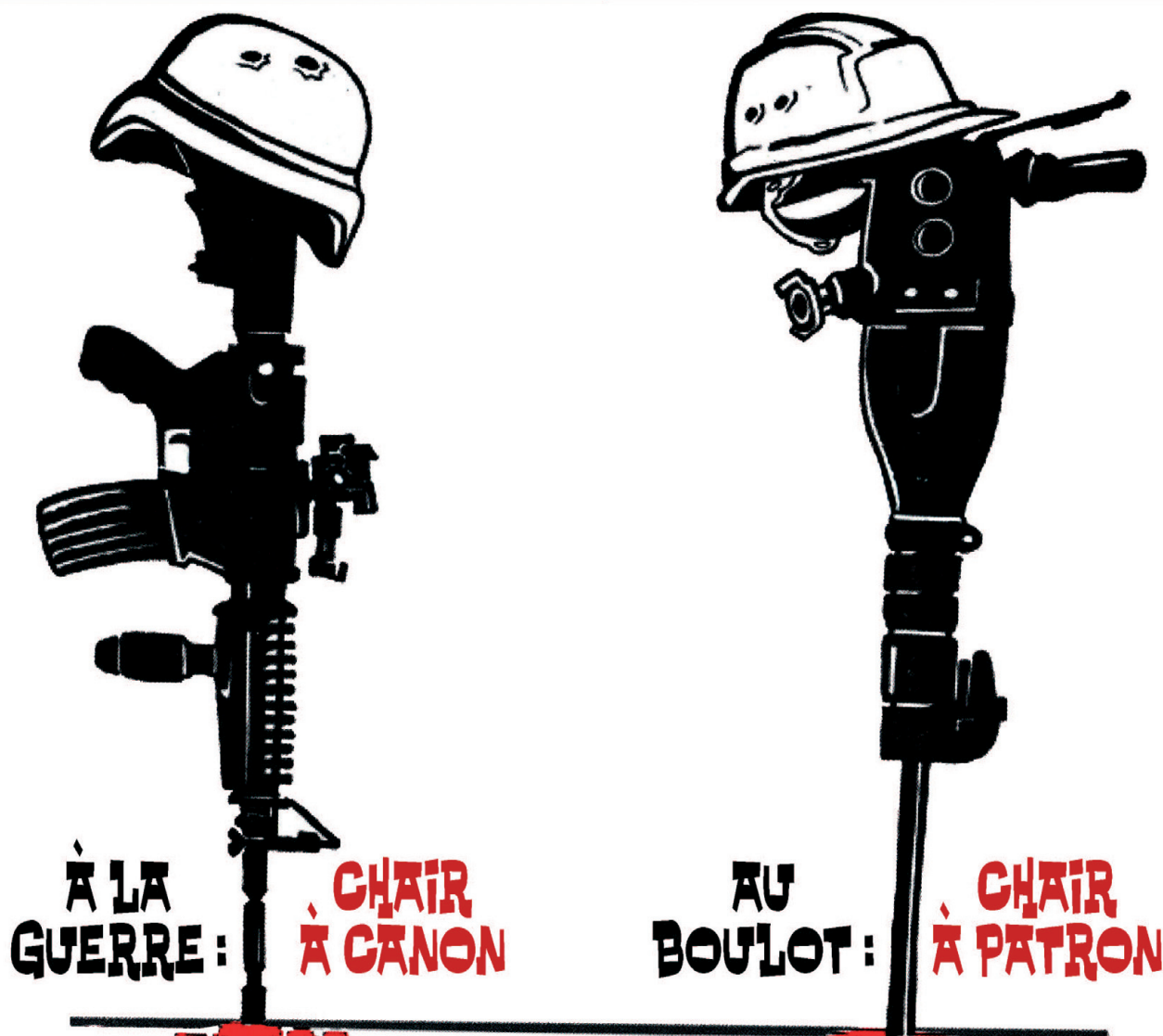
Blanzat (63)

Dans le cadre de «SOS Travail!» (théâtre, cinéma, lectures, débats...) du 13 au 18 novembre. Salle de la Muscade Blanzat. À 18 heures, lecture, débat autour de *Putain d'usine* et table-ronde avec Jean-Pierre Levaray. Le lendemain spectacle *Y'a de la joie* (avec des textes, entre autres de *Putain d'Usine*).

**RASSEMBLEMENT
POUR AFFIRMER ENSEMBLE :**

**PAS DE
GUERRE
ENTRE LES
PEUPLES**

**PAS DE
PAIX
ENTRE LES
CLASSES**



NON À TOUTES LES GUERRES !

**DIM BESANCON 11 RUE
11 NOV À 11 H BATTANT**

DEVANT LA MAISON DU PEUPLE

SIGNATAIRES : CNT + FA + Libertaires